

# CANADA. LES DROITS HUMAINS EN DANGER

## COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 44<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 10 NOVEMBRE 2023

### RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) du Canada, qui se tiendra le 10 novembre 2023. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites au Canada lors de son précédent EPU.

Ce document examine également le cadre national des droits humains au regard des instruments internationaux relatifs à ces droits, en particulier ceux des peuples autochtones et des personnes réfugiées ou migrantes et ceux liés au genre.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, certains points restent source de vives préoccupations : l'absence de ratification de plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits humains ou d'adhésion à ceux-ci, les lacunes dans le cadre national des droits humains, les formes systémiques et multifactorielles de racisme, de discrimination et de violence, l'insuffisance des mesures prises pour faire appliquer les droits économiques, sociaux et culturels et le manque de protection des droits humains dans le commerce et dans les industries extractives opérant à l'étranger.

La présente communication s'achève sur une série de recommandations à l'intention du Canada, qui, si elles étaient appliquées, contribueraient à améliorer la situation des droits humains.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Certes, le Canada s'est engagé à renforcer les mécanismes nationaux de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU<sup>1</sup>, mais aucune information officielle concernant leur application n'a été rendue publique ni transmise au Parlement ou aux assemblées législatives. Malheureusement, le Canada n'a jamais fourni de rapport de mi-parcours sur les progrès réalisés.
2. Le Canada a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2018 et au Traité sur le commerce des armes (TCA) en 2019, comme il s'y était engagé<sup>23</sup>. Le pays a modifié sa Loi sur les licences d'exportation et d'importation pour pouvoir adhérer au TCA<sup>4</sup>, mais il n'a pas transposé dans sa législation trois obligations requises par le Traité<sup>5</sup>.
3. Le Canada n'a pas ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, alors qu'il s'y était engagé<sup>6</sup> et avait accepté les recommandations qui lui avaient été faites en ce sens lors de ses précédents EPU<sup>7</sup>.
4. Le Canada a promulgué en 2021 la Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, conformément aux recommandations qui l'invitaient à renforcer sa législation de manière à lutter contre la discrimination envers ces populations<sup>8</sup>.
5. En application des recommandations qui lui ont été faites de promouvoir les droits des personnes non conformes aux normes de genre<sup>9</sup>, le Canada a, en janvier 2022, érigé en infraction les activités liées aux thérapies de conversion<sup>10</sup>. En août 2022, le Canada a lancé son premier Plan d'action<sup>11</sup> fédéral 2ELGBTQI+<sup>12</sup>.
6. Bien que le Canada n'ait pris note que de sept recommandations en ce sens<sup>13</sup>, le gouvernement fédéral a publié en novembre 2022 son Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Mais il n'a pas encore défini de plan de mise en œuvre ni de mécanisme visant à faire respecter l'obligation de rendre des comptes<sup>14</sup>.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

7. Le Canada n'a pas ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ni la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il n'a pas non plus accepté la procédure de présentation de communications individuelles du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant.
8. Le fait que le Canada n'ait pas légiféré sur l'obligation établie dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones d'obtenir le consentement préalable de ces populations – donné librement et en connaissance de cause – nuit à ses relations avec celles-ci<sup>15</sup>. Certes, la Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones prévoit que cette déclaration s'applique dans le droit fédéral canadien, mais elle ne contient aucune disposition d'exécution. Le gouvernement doit, en concertation avec les peuples autochtones, présenter un plan d'action au Parlement en juin 2023 au plus tard. Ce plan devra comporter des mesures veillant à ce que les lois fédérales soient compatibles avec la Déclaration<sup>16</sup>.
9. La stérilisation forcée et contrainte n'est pas en elle-même interdite par le droit pénal canadien<sup>17</sup>.

## LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

### Droits des peuples autochtones

10. Le Premier ministre Justin Trudeau a officiellement reconnu le rôle de l'Église catholique et du gouvernement dans la création, la gestion et le fonctionnement des pensionnats autochtones<sup>18</sup>. En octobre 2022, la Chambre des communes a, à l'unanimité, qualifié de génocide ce qui s'est passé dans ces pensionnats<sup>19</sup>. Des peuples autochtones ont demandé plus de transparence sur la question et que des enquêtes pénales indépendantes soient menées<sup>20</sup>, que les responsables soient amenés à rendre des comptes et que les victimes obtiennent réparation<sup>21</sup>.
11. Des rapports ont fait état d'un racisme anti-autochtone systémique dans le système de santé<sup>22</sup>, notamment dans les soins d'urgence<sup>23</sup> et de santé maternelle<sup>24</sup>. Une commission d'enquête s'est penchée sur la discrimination envers les populations autochtones dans les services publics au Québec<sup>25</sup>.
12. Des peuples autochtones du nord-ouest de l'Ontario, dont la Première Nation de Grassy Narrows<sup>26</sup>, n'ont reçu aucune indemnisation pour avoir subi pendant soixante ans la contamination au mercure de plusieurs cours d'eau<sup>27</sup>. En juin 2022, le Comité des droits de l'enfant [ONU] s'est inquiété de voir que des enfants autochtones étaient atteints de troubles physiques et neurologiques chroniques et graves en raison de la pollution de l'eau par du mercure<sup>28</sup>.

### Droits liés au genre

13. Les femmes, les filles et les personnes bispirituelles ou non conformes aux normes de genre d'origine autochtone continuent d'être confrontées à des taux de violence, de disparition et de meurtre disproportionnés<sup>29</sup>. Malgré le lancement du Plan d'action national 2021 pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées, les violences persistent et les enquêtes de police sont entachées d'abus, de négligences et de discrimination<sup>30</sup>. Selon le *Rapport d'avancement du Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+<sup>31</sup> autochtones disparues et assassinées 2022*, les progrès ont été maigres<sup>32</sup>.
14. La demande faite par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées d'exiger aux industries extractives de rendre des comptes n'a pas été satisfaite<sup>33</sup>. Des femmes autochtones ont porté plainte pour des actes de harcèlement sexuel et des violences perpétrés dans des baraquements hébergeant des ouvriers de projets de gazoducs<sup>34</sup>.
15. Les femmes autochtones continuent d'être victimes de stérilisation forcée et contrainte<sup>35</sup>. Les recommandations de la rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, n'ont pas été mises en œuvre. Le Canada n'a pas abrogé les dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens<sup>36</sup>, enquêté sur les allégations de stérilisation forcée et contrainte, ni garanti de contrôle citoyen indépendant des interventions de la police en cas d'agression sexuelle<sup>37</sup>.
16. Les activités associées au travail du sexe sont considérées comme des infractions au Canada<sup>38</sup>. Les travailleuses et travailleurs du sexe, en particulier les personnes trans, autochtones, noires ou appartenant à d'autres groupes racisés, sont donc contraints d'exercer en secret<sup>39</sup> et sont exposés au harcèlement de la police, à des expulsions forcées, des arrestations arbitraires et des poursuites<sup>40</sup>.

### Droits des personnes réfugiées ou migrantes

17. En application de l'Entente sur les tiers pays sûrs<sup>41</sup>, de nombreux demandeurs et demandeuses d'asile sont renvoyés de force aux États-Unis, où ils sont détenus dans des conditions contraires aux normes internationales<sup>42</sup>. Là, nombre de ces personnes, dont certaines fuyant des persécutions liées au genre, sont injustement privées de

protection et renvoyées dans leur pays d'origine malgré les dangers auxquels elles y sont exposées<sup>43</sup>. Des milliers de personnes ont traversé clandestinement la frontière, au chemin Roxham, par exemple, pour demander asile au Canada<sup>44</sup>. Mais, le 24 mars 2023, l'Entente sur les tiers pays sûrs a été élargie pour s'appliquer à l'ensemble de la frontière, dont les points de passage clandestin et les cours d'eau intérieurs. Cette décision a conduit à la fermeture du chemin Roxham et accroît le risque que les candidat-e-s à l'asile tentent de traverser la frontière par des moyens dangereux<sup>45</sup>.

18. L'Agence des services frontaliers du Canada a détenu des dizaines de milliers de demandeurs et demandeuses d'asile et de migrant-e-s<sup>46</sup>. Alors qu'elles ont été arrêtées pour des raisons administratives, ces personnes sont enfermées dans des prisons de sécurité maximale<sup>47</sup> et à l'isolement et peuvent être maintenues en détention pour une durée indéterminée en raison de l'absence de limite juridique de la période de détention pour motifs migratoires<sup>48</sup>. Il a été largement démontré que ces personnes sont sujettes à des idées suicidaires et victimes de violations de leurs droits fondamentaux<sup>49</sup>. Au moins 17 personnes sont décédées dans des centres de détention pour migrant-e-s depuis l'an 2000, dont deux en 2022<sup>50</sup>.
19. En avril 2018, une personne en demande d'asile au Québec a contesté avec succès une restriction à l'accès à des places subventionnées en garderie pour ses enfants instaurée en application de l'article 3 du Règlement sur la contribution réduite<sup>51</sup>. Le gouvernement québécois a fait appel de cette décision et ordonné aux garderies subventionnées de ne pas accepter d'enfants de personnes en demande d'asile dans leurs établissements<sup>52</sup>.
20. Le Comité des droits de l'homme a jugé que le Canada avait porté atteinte au droit à la vie de Nell Toussaint en lui refusant des soins essentiels en raison de sa situation au regard de la législation sur l'immigration. Il a demandé à l'État d'accorder pleine réparation à la victime et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que de telles violations ne se reproduisent pas<sup>53</sup>. Le Canada a refusé d'appliquer les recommandations du Comité<sup>54</sup>, ce qui a déclenché une bataille juridique<sup>55</sup>.
21. Les atteintes aux droits humains commises dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires et du Programme des travailleurs agricoles saisonniers sont largement documentées, notamment les pratiques de recrutement illégales, l'exploitation et la traite des personnes<sup>56</sup>. Différentes violations du droit du travail ont été constatées, en particulier des vols de salaire, des conditions de travail dangereuses et des agressions verbales, psychologiques, physiques et sexuelles<sup>57</sup>. L'absence de voie d'accès à la résidence permanente est contraire aux engagements pris par le Canada dans le Pacte mondial sur les migrations<sup>58</sup>.

## Droit de ne pas faire l'objet de discrimination

22. La mise en place de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2019–2022<sup>59</sup> n'a pas suffi à satisfaire les recommandations des organes internationaux de protection des droits humains, des enquêtes<sup>60</sup> et commissions<sup>61</sup> canadiennes et des populations affectées.
23. La Loi canadienne sur l'équité en matière d'emploi ne reconnaît que quatre groupes désignés<sup>62</sup>, ce qui occulte les discriminations spécifiques vécues par les employé-e-s noirs<sup>63</sup> et les discriminations croisées fondées sur le genre, l'indigénéité, le handicap et la race<sup>64</sup>. Un recours collectif dénonçant un racisme anti-noir systémique au sein de la fonction publique fédérale a été intenté contre l'État<sup>65</sup> et une plainte officielle a été soumise à une rapporteuse spéciale des Nations unies<sup>66</sup>. Face à ce recours, le gouvernement a créé un plan d'action en santé mentale, mais le personnel noir n'a pas été suffisamment consulté.
24. Après avoir reçu des griefs faisant état de racisme systémique anti-Noirs, de sexisme et de discrimination, le gouvernement a confirmé que la Commission canadienne des droits de la personne avait enfreint la clause de non-discrimination de sa convention collective. La Commission a admis avoir rejeté plus fréquemment des plaintes pour racisme, ce qui met en doute sa capacité à remplir son mandat<sup>67</sup>.
25. Le recours au profilage ethnique et la discrimination systémique dans le maintien de l'ordre violent les droits des populations noires, autochtones et autres groupes racisés<sup>68</sup>. Les personnes noires<sup>69</sup> et autochtones<sup>70</sup> sont surreprésentées dans le système pénitentiaire et leurs résultats sont disproportionnellement moins bons<sup>71</sup>. En

novembre 2022, le Canada a annoncé le lancement en 2024 d'une stratégie en matière de justice autochtone, en collaboration avec des partenaires provinciaux<sup>72</sup>. Pourtant, les personnes autochtones se voient encore souvent refuser des solutions alternatives à l'incarcération, contrairement à ce que recommandent les Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation<sup>73</sup>.

26. Malgré le manque de données ventilées par race et appartenance ethnique, le racisme systémique contre les personnes noires, autochtones et d'autres groupes racisés dans le maintien de l'ordre<sup>74</sup>, le système pénal<sup>75</sup>, la santé, les services sociaux<sup>76</sup> et l'emploi<sup>77</sup> au Québec est largement documenté.
27. Une loi adoptée au Québec en 2019 (« Projet de loi 21 ») interdit à certains fonctionnaires, dont les enseignant-e-s, de porter des signes religieux dans l'exercice de leurs fonctions<sup>78</sup>. Cette loi a un impact disproportionné sur les minorités religieuses, en particulier les femmes musulmanes<sup>79</sup>. Un tribunal a jugé plusieurs dispositions du projet de loi 21 inconstitutionnelles<sup>80</sup>. Un recours formé par le gouvernement québécois est encore en instance.
28. Les logiciels de reconnaissance faciale contribuent à des atteintes aux droits au Canada<sup>81</sup>. En octobre 2022, un comité parlementaire a jugé que la législation existante ne réglementait pas suffisamment l'intelligence artificielle et les technologies de reconnaissance faciale<sup>82</sup>.

### Justice climatique et environnementale

29. Les catastrophes liées au changement climatique touchent de manière disproportionnée les droits des personnes autochtones, noires et des autres groupes racisés, ainsi que les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les populations à faible revenu<sup>83</sup>.
30. Le Canada persiste à ne pas chercher à obtenir des peuples autochtones leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, pour les projets de développement et l'extraction de ressources sur leurs territoires<sup>84</sup>. En 2018, la Cour d'appel fédérale a annulé un décret autorisant l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain au motif que le Canada n'avait pas consulté comme il le devait les peuples autochtones concernés<sup>85</sup>. Le Canada a néanmoins approuvé cet agrandissement en 2019<sup>86</sup>, sans le consentement préalable des Nations Tsleil-Waututh et Secwépemc.
31. Des défenseur-e-s des terres autochtones ont été poursuivis pour avoir défendu leur territoire contre des projets d'agrandissement de pipelines<sup>87</sup>. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adressé des courriers au Canada en 2019, 2020, et 2022 pour lui demander de stopper la construction du gazoduc Coastal Gaslink jusqu'à ce qu'il ait obtenu de la Nation Wet'suwet'en son consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Il le priait également de retirer ses forces de maintien de l'ordre et de sécurité du territoire<sup>88</sup>. Le Canada ne respecte cependant toujours pas ses obligations.
32. Les Innus de Pessamit dénoncent des pratiques d'exploitation forestière et des projets hydroélectriques menés sans leur consentement, qui menacent leur mode de vie traditionnel, leur identité et leurs droits culturels<sup>89</sup>.

### Droits économiques et sociaux

33. L'entente de règlement de 2021 sur l'eau potable<sup>90</sup> consacre le droit des Premières Nations à avoir accès à une source fiable d'eau potable salubre et prévoit l'indemnisation de celles qui en sont privées. En juin 2022, le Canada a abrogé la Loi sur la salubrité de l'eau potable pour les Premières Nations<sup>91</sup> et s'est engagé à la remplacer avant le 23 avril 2023 par une loi élaborée en concertation avec les Premières Nations<sup>92</sup>. Malgré la promesse du Canada de lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable avant mars 2021, 32 étaient toujours en vigueur dans 28 communautés des Premières Nations au 3 février 2023<sup>93</sup>. De nombreux peuples autochtones, tels que ceux du Nunavut, sont affectés par des états d'urgence récurrents en raison des pénuries d'eau<sup>94</sup>.
34. Les personnes LGBTI restent en butte à des discriminations en matière de logement et d'éducation<sup>95</sup>. La Loi sur la stratégie nationale sur le logement<sup>96</sup> ne remplit pas ses nouveaux objectifs et ne répond pas aux besoins des

populations autochtones<sup>97</sup>. Elle limite par conséquent le nombre d'enseignant-e-s affectés aux communautés et nuit à la réussite scolaire des Inuits du Nunavik<sup>98</sup>.

## Droits extraterritoriaux et responsabilité des entreprises

35. Des entreprises extractives canadiennes et des projets financés par le Canada ailleurs dans le monde portent atteinte à l'environnement et aux droits humains<sup>99</sup>. Le Canada n'a pas instauré de règles contraignantes, comme le lui ont recommandé les organes de défense de droits humains des Nations unies, pour amener les entreprises à rendre des comptes quand elles ne respectent pas les droits fondamentaux<sup>100</sup>. Le Canada n'a pas créé de poste de médiateur-trice indépendant pour le secteur extractif, mais un poste de conseil non habilité à enquêter sur les allégations d'atteintes aux droits commises par les entreprises canadiennes<sup>101</sup>.
36. Les défenseur-e-s des droits humains prennent des risques lorsqu'ils dénoncent publiquement les actions des projets financés par le Canada et des entreprises implantées à l'étranger<sup>102</sup>. Certes, le Canada a mis à jour ses lignes directrices pour le soutien des défenseurs des droits de la personne<sup>103</sup>, mais des groupes de la société civile ont fait état d'un manque de rigueur dans leur application<sup>104</sup>.
37. Le Canada a renégocié l'Accord de libre-échange nord-américain, dont de nouvelles dispositions sur le travail, le genre et les droits des peuples autochtones<sup>105</sup>. Le Canada a invité sa population à apporter des suggestions concernant un accord de libre-échange avec l'Équateur<sup>106</sup>, mais les organisations autochtones de ce pays n'ont pas été informées de ces négociations ni consultées<sup>107</sup>. Le Canada ne soumet pas tous ses accords commerciaux à une évaluation indépendante de l'impact en matière de droits humains<sup>108</sup>.

## RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

### Amnesty International engage le gouvernement du Canada à :

#### Cadre national de protection des droits humains

38. adhérer rapidement au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
39. modifier la législation nationale de manière à y intégrer la totalité des obligations qui incombent au Canada au titre du Traité sur le commerce des armes ;

#### Droits liés au genre

40. veiller à appliquer l'ensemble des appels de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées visant les industries extractives et d'exploitation des ressources ;
41. mettre en œuvre des mécanismes garantissant le respect de l'obligation de rendre des comptes dans le cadre du Plan d'action national 2021 pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées ;
42. supprimer immédiatement toutes les dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens ;
43. intégrer la prise en compte des personnes transgenres dans toutes les politiques et tous les programmes, y compris en matière de santé mentale et de lutte contre les violences en ligne ;
44. criminaliser la stérilisation forcée et contrainte et intégrer l'obligation d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé de la personne concernée avant toute stérilisation ;

45. abroger les lois érigeant en infraction l'échange de services sexuels entre adultes consentants ;

#### **Droits des peuples autochtones**

46. définir des étapes concrètes et des mécanismes de mise en œuvre de manière à ce que la législation fédérale canadienne soit entièrement conforme à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones à la suite de la présentation du Plan d'action du Canada au Parlement en juin 2023 ;
47. appliquer les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, en particulier les appels n° 71 à 76 concernant les enfants disparus et les lieux de sépulture non marqués dans les pensionnats ;
48. agir de manière coordonnée avec les représentant·e·s des provinces et des territoires pour appuyer la compétence des peuples autochtones en ce qui concerne les services à l'enfance et à la famille sur leurs territoires ;
49. offrir des soins de santé aux populations autochtones de l'Ontario affectées par la contamination au mercure, ainsi que des recours utiles et des mesures concrètes visant à préserver leurs droits culturels à pêcher sans danger dans les cours d'eau contaminés ;
50. travailler avec le Québec pour mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission d'enquête publique contre la discrimination dans les services publics ;

#### **Droits des personnes réfugiées ou migrantes**

51. se retirer immédiatement de l'Accord de pays tiers sûr ;
52. mettre immédiatement fin à la détention pour motifs migratoires dans les prisons provinciales et investir dans des solutions alternatives au sein de la collectivité ;
53. permettre aux personnes en situation irrégulière au regard de la législation sur l'immigration d'avoir accès aux soins de santé de base ;
54. accorder des permis de travail ouverts aux travailleurs et travailleuses embauchés dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires ;
55. travailler avec le Québec pour rétablir l'accès des familles demandeuses d'asile aux garderies subventionnées par la province ;

#### **Droit de ne pas faire l'objet de discrimination**

56. cocréer un plan de lutte contre le racisme anti-Noirs dans la fonction publique en collaboration avec les travailleuses et travailleurs noirs. Y inclure des indemnités, des programmes de santé mentale, des objectifs d'embauche et de promotion et une obligation de rendre des comptes ;
57. faire état de l'avancée de la mise en œuvre de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2019–2022 après consultation des populations noires et autochtones et d'autres groupes racisés ;
58. interdire l'utilisation, la conception, la production et la vente de technologies de reconnaissance faciale à des fins de surveillance de masse par la police et par d'autres organes du gouvernement ;
59. interdire le recours au profilage ethnique par les organes d'application des lois et mener des consultations sur les méthodes de maintien de la sécurité publique pilotées par la population ;

60. mettre en œuvre les recommandations de l'enquêteur correctionnel concernant le racisme systémique dans le système pénal ;
61. travailler avec le Québec pour appliquer le Principe de Joyce, reconnaître publiquement l'existence d'un racisme systémique contre les personnes autochtones et noires et d'autres groupes racisés, et abroger la Loi sur la laïcité de l'État ;

#### Justice climatique et environnementale

62. inclure le droit de tous les peuples autochtones au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, dans le prochain Plan d'action national afin d'harmoniser la législation sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et geler la mise en œuvre et l'approbation des grands projets de développement n'ayant pas obtenu le consentement éclairé des populations autochtones concernées ;
63. co-élaborer avec la Nation Innu de Pessamit un plan d'action visant à faire respecter ses droits culturels, remédier aux répercussions du changement climatique subies par ce peuple et l'indemniser pour la perte de territoire et les préjudices causés par l'exploitation forestière et l'industrie hydroélectrique ;
64. mettre un terme au subventionnement et au financement des énergies fossiles et réaliser une transition vers les énergies renouvelables compatible avec les normes internationales relatives aux droits humains afin d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2030 ;
65. mettre au point et appliquer une stratégie nationale afin d'identifier et prévenir le racisme environnemental et d'y remédier ;

#### Droits sociaux et économiques

66. élaborer une loi en concertation avec les peuples autochtones afin de veiller à ce qu'ils aient un accès sûr et fiable à l'eau potable et à des infrastructures de gestion des eaux usées ;
67. remédier au manque de logement au Nunavik (Québec), en concertation avec la population inuite ;
68. utiliser l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) pour mettre en œuvre la Stratégie nationale en matière de logement ;
69. mettre au point un plan d'action avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur québécois pour favoriser la réussite scolaire des élèves autochtones ;

#### Droits extraterritoriaux

70. exiger des entreprises d'extraction de ressources opérant au Canada et ailleurs qu'elles fassent preuve de la diligence requise en matière de droits humains et d'environnement en tenant compte des multiples facteurs de discriminations et des questions de genre ;
71. soumettre l'obtention de financements publics et d'assurances à la conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains ;
72. veiller à ce que les violations des droits humains et des normes environnementales commises à l'étranger donnent lieu à des réparations ;
73. soumettre tous les accords commerciaux à une évaluation indépendante de l'impact en termes de droits humains ;



74. appliquer systématiquement les lignes directrices *Voix à risque* pour soutenir les défenseur-e-s des droits humains menacés.

## ANNEX 1

### KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Amnesty International Canada, Amnesty International Canada's submission to public consultations on a potential free trade agreement between Canada and Ecuador, 21 February 2023, <https://amnesty.ca/human-rights-news/public-statements/amnesty-international-canadas-submission-to-public-consultations-on-a-potential-free-trade-agreement-between-canada-and-ecuador/>

Amnesty International Canada, *The 2022 Human Rights Agenda*, December 2022, [2022-Human-Rights-Agenda-Amnesty-International-Canada.pdf](https://www.amnesty.org/fr/documents/aiindex/2022/12/2022-Human-Rights-Agenda-Amnesty-International-Canada.pdf).

Amnesty International Canada, *The 2021 Human Rights Agenda*, December 2021, <https://amnesty.ca/what-you-can-do/2021-human-rights-agenda-for-canada/>

Amnesty International Canada, Miscellaneous, <https://www.amnesty.org/en/latest/research/?qlocation=1741>.

Amnesty International Canada, Submission to the Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples, February 2022. Available upon request.

Amnesty International and Human Rights Watch, *Canada: "I Didn't Feel Like a Human in There": Immigration Detention in Canada and its Impact on Mental Health*, 17 June 2021, (AI Index: AMR 20/4195/2021), <https://www.amnesty.org/en/documents/amr20/4195/2021/en/>.

Amnesty International and Project Ploughshares, *"No Credible Evidence": Canada's Flawed Analysis of Arms Exports to Saudi Arabia* (AI Index: AMR 20/4440/2021), August 2021, [https://www.amnesty.ca/wp-content/uploads/2021/08/NoCredibleEvidence\\_EN.pdf](https://www.amnesty.ca/wp-content/uploads/2021/08/NoCredibleEvidence_EN.pdf).

Amnistie internationale Canada francophone, *Aperçu 2022 des Droits Humains au Canada*, 2022, [https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-09/AI-Apercu\\_Droits\\_Humains\\_2022-Final.pdf](https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-09/AI-Apercu_Droits_Humains_2022-Final.pdf).

Attorney General of Canada, Factum of the Defendant, Motion to Strike Statement of Claim, *Toussaint v. Canada (Attorney General)*, 10 February 2022, <https://www.socialrights.ca/2022/AG%20Factum%20Motion%20to%20Strike.pdf>.

Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, *Views adopted by the Committee under article 7(3) of the Optional Protocol, concerning communication No. 68/2014*, CEDAW/C/81/D/68/2014, <https://digitallibrary.un.org/record/3828191>.

Committee on the Elimination of Racial Discrimination, *Prevention of Racial Discrimination, Including Early Warning and Urgent Action Procedure: Decision 1 (100)*, 13 December 2019, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en).

Committee on the Elimination of Racial Discrimination, "Letter to the State of Canada", 24 November 2020, CERD/EWUAP/102nd session/2020/MJ/CS/ks, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/ALE/CAN/9296&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/ALE/CAN/9296&Lang=en)

Committee on the Elimination of Racial Discrimination, “Letter to the State of Canada”, 29 April 2022, CERD/EWUAP/106th session/2022/MJ/CS/ks, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCERD%2fALE%2fCAN%2f9554&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCERD%2fALE%2fCAN%2f9554&Lang=en).

Government of Canada, “Response of The Government of Canada to the Views of the Human Rights Committee Concerning Communication No. 2348/2014 Submitted By Ms. Nell Toussaint”, 29 January 2019, <https://www.socialrights.ca/2019/ToussaintReply2d.pdf>.

Human Rights Committee, *Views adopted by the Committee under article 5 (4) of the Optional Protocol, concerning communication No. 2348/2014*, 30 August 2018, CCPR/C/123/D/2348/2014, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR%2FC%2F123%2FD%2F2348%2F2014](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR%2FC%2F123%2FD%2F2348%2F2014).

Ontario Superior Court of Justice, *Toussaint v. Canada (Attorney General)*, 2022 ONSC 4747, 17 August 2022, <https://www.canlii.org/en/on/onsc/doc/2022/2022onsc4747/2022onsc4747.html>.

## ANNEX 2 MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>			
142.32 Expedite accession to the Arms Trade Treaty (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b> Acceded to Arms Trade Treaty, but under implemented domestically.
142.8 Consider signing the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Italy); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms D26 Conditions of detention D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented</b>
142.10 Consider acceding to the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Tunisia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms D26 Conditions of detention D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Not Implemented</b>
142.11 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ghana); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms D26 Conditions of detention D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented</b>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.21 Take steps to ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (New Zealand); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms F4 Persons with disabilities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons with disabilities	Implemented
142.22 Expedite the process to ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Greece); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms F4 Persons with disabilities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons with disabilities	Implemented
142.1 Consider ratifying those international human rights instruments to which it is not yet a party (Burkina Faso); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 5	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	Not fully implemented
<b>Theme: A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF)</b>			
142.35 Strengthen national mechanisms for monitoring implementation of the international human rights recommendations received by the State (Paraguay); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF) A23 Follow-up to treaty bodies A25 Follow-up to special procedures A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	Not implemented. Mechanisms are in place but there is a lack of transparency and compliance is a concern. Refer to the strategy: <a href="https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/a-propos-droits-personne/protocole-suivi-recommandations.html">https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/a-propos-droits-personne/protocole-suivi-recommandations.html</a>
<b>Theme: A43 Human rights policies</b>			
142.36 Strengthen the coordination on human rights implementation across levels of government in order to ensure better implementation domestically (Norway); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A43 Human rights policies A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	Not fully implemented. Recent examples suggest that the federal government does not always act when provinces put them in violation of their international human rights obligations.
<b>Theme: A44 Structure of the national human rights machinery</b>			
142.37 Establish a mechanism to follow up and implement human rights at all levels of government (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A44 Structure of the national human rights machinery A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	Not fully implemented. Protocol exists but no publicly known actions or information on follow up.
<b>Theme: B31 Equality &amp; non-discrimination</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.83 Continue strengthening efforts in promoting the rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (South Africa);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 29</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> Progress in policy development but gaps remain in implementation and policy, especially for transgender persons. In January 2023, the federal government banned and criminalized conversion therapy, marking a triumphant moment for 2SLGBTQI+ rights. In August 2023, Canada launched its first Federal 2SLGBTQI+ Action Plan, following its Budget 2022 announcement of \$100 million in funding for 2SLGBTQI+ communities. However, the policy actions related to these new priority areas are absent of substantive direction, new initiatives, or policy guidance that could better enhance Canada's intersectional response.</p>
<p>142.69 Develop and implement strategies, including the introduction of legislation and awareness campaigns, to counter anti-Semitic and anti-Muslim sentiment across Canada (Bahrain);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A42 Institutions &amp; policies - General</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>	<p>No information on anti-Semitic legislation. Policy developments in Quebec are exacerbating anti-Muslim sentiment.</p>
<p>142.47 Continue to implement policies to reduce inequalities, especially among Indigenous Peoples, racial and religious minorities, and increase access to basic social services for all (Angola);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A43 Human rights policies</p> <p>G3 Indigenous Peoples</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>E24 Right to social security</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>
<p>142.45 Put an end to the violation of the human rights of ethnic, minority and vulnerable groups, eradicating racist and discriminatory practices by public organizations and entities (Bolivarian Republic of Venezuela);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p>A42 Institutions &amp; policies - General</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- vulnerable persons/groups</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> Significant gaps remain, particularly in relation to Indigenous, Black and racialized groups.</p>
<p>142.82 Take the necessary measures and place more emphasis on the principles of non-discrimination and inclusion in education, mainly for minority groups and persons with disabilities (Albania);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 12</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>E51 Right to education - General</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>F4 Persons with disabilities</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- persons with disabilities</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>
<p>142.227 Broaden the legislative framework as well as programmes and policies for improving the promotion and protection of the rights of people of African descent (Plurinational State of Bolivia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>A43 Human rights policies</p> <p>S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.73 Address the worrying trend of the growing number of anti-Semitic incidents against members of the Jewish community in Canada (Hungary); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	No information.
142.229 Continue taking steps to address the gaps in the promotion and protection of the rights of minorities and Indigenous Peoples (Bhutan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities G3 Indigenous Peoples S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous Peoples	Not fully implemented.
142.41 Take further legal and administrative measures for the promotion and protection of the human rights of aboriginals and to eliminate discrimination against minorities, so that they enjoy life on an equal basis throughout the country (Democratic People's Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities G3 Indigenous Peoples S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous Peoples	Not fully implemented.
142.40 Continue with efforts to combat all forms of discrimination and intolerance, especially against minority groups (El Salvador); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not fully implemented.
142.71 Pay more attention to the issue of the rise of Islamophobia in certain provinces of Canada (Kazakhstan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not fully implemented. More attention through the appointment of the Anti-Islamophobia Representative at the federal level, but Islamophobia is still prevalent in many provinces.
142.76 Adopt and implement policy measures to protect the rights of the peoples of the First Nations and immigrants, especially women (Pakistan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1	Supported	B31 Equality & non-discrimination G3 Indigenous Peoples A43 Human rights policies G4 Migrants F1 Women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - women - migrants - Indigenous Peoples	Not fully implemented.
142.39 Further intensify its efforts for the elimination of structural inequality and intersectional discrimination faced by vulnerable groups (Cyprus); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - vulnerable persons/groups	Not fully implemented, particularly for Indigenous, Black and Racialized communities.

**Theme: B32 Racial discrimination**

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.50 Eliminate all forms of racial discrimination through legal, administrative and policy measures (Kenya); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented</b> despite new policy measures in place.
142.42 Redouble its efforts to raise awareness of xenophobic and race-based discrimination and ill-treatment, with a view to thoroughly ending such practices in society (Democratic People's Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination A54 Awareness raising and dissemination D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - non-citizens	<b>Not fully implemented.</b>
142.56 Continue efforts to combat racial discrimination and hate speech against foreigners and minorities (Tunisia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination B31 Equality & non-discrimination D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - non-citizens	<b>Not fully implemented.</b>
142.48 Continue efforts to combat racism, discrimination and hatred (Libya); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
142.49 Redouble efforts to combat racism and discrimination in all its forms (Nigeria); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
142.51 Continue to support governmental programmes aimed at combating racism and hatred, and fostering positive interaction between different cultural, religious and ethnic groups in Canada (Lebanon); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination G1 Members of minorities A43 Human rights policies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
142.67 Eliminate all forms of racial discrimination, xenophobia and related intolerance against Muslims and people of African descent (Sudan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	B32 Racial discrimination G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
<b>Theme: B6 Business &amp; Human Rights</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.97 Consistency with the United Nations guidelines with regard to the arrival of the victims of Canadian companies operating abroad to justice in Canada (Syrian Arab Republic); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights A12 Acceptance of international norms B51 Right to an effective remedy <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not fully implemented.</b> although there has been access to justice in the courts in isolated cases – e.g., Nevsun
142.95 Exercise due diligence in dealing with business entities that are involved in illegal economic activities and human rights violations in the uncontrolled conflict-affected territories of other United Nations Member States (Azerbaijan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights B11 International humanitarian law D51 Administration of justice & fair trial <b>Affected persons:</b> - persons affected by armed conflict	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.92 Ensure that Canada’s mining, oil and gas companies are held accountable for the negative human rights impact of their operations abroad (Philippines); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.93 Adopt additional measures to guarantee the accountability of transnational corporations and other business enterprises with regard to human rights abuses in third countries throughout their chain of production and operation (Brazil); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.94 Strengthen measures aimed at ensuring access to justice and remedies for violations of rights of persons by transnational corporations registered in Canada operating abroad (Namibia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.91 Take further steps to prevent human rights impacts by Canadian companies operating overseas, as well as ensuring access to remedies for people affected, and share Canada’s practices as appropriate (Thailand); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 32	Supported	B6 Business & Human Rights B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
<b>Theme: B73 Human rights and climate change</b>			
142.87 Engage actively with the international community in efforts to promote and protect human rights in the context of climate change (Viet Nam); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 34	Supported	B73 Human rights and climate change A3 Inter-State cooperation & development assistance S13 SDG 13 - climate change <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not fully implemented.</b> Canada supported creation of Loss and Damage Fund at COP27 but Canada’s funding for international efforts is not commensurate with their current and past contributions to climate change. Canada continues to massively support the fossil fuel industry, its emission reduction targets are far too low compared to its responsibility and capacity and its current policies inadequate to achieve even that limited target

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<b>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</b>			
142.102 End excessive use of force by the police when responding to cases involving vulnerable people of African descent, such as those who are mentally ill (Sudan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons with disabilities	<b>Not implemented.</b> In June 2023, the Toronto Police Service released the findings of race-based data collected in 2020, which identified systemic discrimination in policing, noting a disproportionate impact on racialized people. Black and Indigenous people were more likely to be subject to use of force during “person in crisis” calls for service and Indigenous People were the most overrepresented in strip searches relative to their proportion in arrests.
142.103 Adopt measures to prevent excessive use of force and the high number of deaths involving the police among vulnerable people of African descent (Czechia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D21 Right to life B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not implemented.</b>
142.104 Put an end to the practice of excessive use of force by law enforcement officers, and arbitrary detentions during protests at the federal and provincial levels (Bolivarian Republic of Venezuela); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented.</b>
<b>Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking</b>			
142.123 Investigate, prosecute and adequately punish all cases of trafficking in persons (Serbia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - women - children	<b>Not fully implemented.</b> The vulnerability to trafficking of migrant workers is acknowledged in Canada's National Strategy to Combat Human Trafficking 2019-2024, but the root causes of vulnerability to labour trafficking (closed work permit and precarious status) are not identified or addressed. Instead, funding has been allotted to allow organizations to provide support services to migrant workers, an inadequate step.
<b>Theme: D51 Administration of justice &amp; fair trial</b>			



Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.43 Strengthen measures adopted by the Government to combat racism and discrimination against Canadians of African descent and Indigenous Peoples in the criminal justice system (Belarus);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      B32 Racial discrimination                      G3 Indigenous Peoples                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> The Annual Report of the Office of the Correctional Investigator (OCI) released in November 2022 found that Black prisoners make up 9.2% of the total incarcerated population, despite representing about 3.5% of the overall Canadian population. Most incarcerated Black persons are young men, with the largest proportion falling between the ages of 18 and 30 years (38%). They continue to experience disproportionately poorer outcomes and systemic barriers, including discrimination and stereotyping. Despite lower rates of reoffending, Black persons were more likely to be assessed as higher risk and serve more of their time at higher security levels, negatively impacting their access to services and programming. Black persons were also more likely to be involved in a use of force incident regardless of other factors such as age, gender, or sentence. Indigenous Peoples are overrepresented in the federal correctional system, with Indigenous women bearing a disproportionate overrepresentation in federal custody. Indigenous people account for 28% of all federally sentenced persons and nearly one third of all individuals in federal custody, despite making up only 5% of the adult population in Canada. Indigenous women are one of the fastest growing populations of incarcerated persons in federal correctional institutions in Canada. On 28 August 2022, the proportion of incarcerated Indigenous women reached 50% of all federally sentenced women for the very first time. Of all women held in maximum security, almost 65% are Indigenous women.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.111 Take effective measures to avoid the continuation of racial profiling by the police, security agencies and border agents of Indigenous Peoples, Muslims, Afro-Canadians and other minority ethnic groups (Ecuador);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      B32 Racial discrimination                      G3 Indigenous Peoples                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- Indigenous Peoples</li> <li>- law enforcement / police officials</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> In his statement on 21 March 2022 condemning all forms of racial discrimination, hatred and systemic injustice, Prime Minister Justin Trudeau referred to the Federal Anti-Racism Strategy, Federal Anti-Racism Secretariat and action plans to address racial inequities in the criminal justice system, and in relation to social, economic and health well-being. However, countless recommendations from international human rights bodies, Canadian inquiries and commissions and affected communities remained unaddressed, particularly in relation to racial profiling and the criminal justice system.</p>
<p>142.108 Stop racial profiling and other discriminatory practices by the police and security agencies (India);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      B32 Racial discrimination                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- law enforcement / police officials</li> </ul>	<p><b>Not implemented.</b></p>
<p>142.117 Adopt specific measures to address racial profiling in law enforcement to prevent arbitrary arrests, stops, searches and investigations and the over-incarceration of African Canadians (Botswana);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      B32 Racial discrimination                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- persons deprived of their liberty</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>
<p>142.110 Take measures to prohibit targeting, profiling and harassment of Muslims by the police, security agencies and other authorities (Pakistan);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      G1 Members of minorities                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- law enforcement / police officials</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>
<p>142.66 End anti-black and anti-Muslim discrimination and racism and implement an appropriate justice strategy within the criminal justice system in this regard (Islamic Republic of Iran);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B32 Racial discrimination                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      G1 Members of minorities                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>	<p><b>Not implemented.</b></p>
<p>142.62 Take further measures to address hate crimes and racial profiling, in accordance with the rule of law, especially those that are directed towards religious minorities (Indonesia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial                      B32 Racial discrimination                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented,</b> particularly in relation to racial profiling by law enforcement.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.109 Combat racist hate crimes and racial profiling by the police, security agencies and border agents (South Africa); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B32 Racial discrimination B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - law enforcement / police officials	<b>Not fully implemented</b> , particularly in relation to racial profiling by law enforcement.
142.63 Take appropriate measures to address racism, racial discrimination and racial profiling, especially for people of African descent, and bring the perpetrators to book (Namibia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B32 Racial discrimination B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented</b> , particularly in relation to racial profiling by law enforcement.
142.107 Work towards improving access to justice for women, including indigenous and racialized women, and women with disabilities (Qatar); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 16	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy F1 Women G3 Indigenous Peoples G1 Members of minorities <b>Affected persons:</b> - children - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous Peoples - persons with disabilities	<b>Not fully implemented</b> , as evident in AICSES press conference with families of murdered and missing Indigenous women in 2022. Indigenous Peoples call for more police accountability, targeted survivor-centered responses, and prioritization of Indigenous and vulnerable missing person cases.
142.106 Ensure that Canada's Indigenous Peoples are able to access justice on an equal footing with the rest of Canada's population (Philippines); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	D51 Administration of justice & fair trial G3 Indigenous Peoples B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented</b> .
142.114 Tackle the root causes of the overrepresentation of African Canadians and Indigenous Peoples at all levels of the judicial system, from arrest to incarceration (Congo); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 30	Supported	D51 Administration of justice & fair trial G3 Indigenous Peoples G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous Peoples - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented</b>
<b>Theme: E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation</b>			
142.161 Guarantee universal access to health care, education and a high standard of living without discrimination, including through the collection of disaggregated statistics (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation B31 Equality & non-discrimination E21 Right to an adequate standard of living - general E41 Right to health - General E51 Right to education - General A62 Statistics and indicators S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b> . The Interim Federal Health Programme continues to allow Canada to deny essential healthcare to people with irregular immigration status, contrary to the Human Rights Committee's 2348/2014 Views.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.168 Continue promoting the living conditions of ethnic and racial minorities, especially in the areas of health care and decent housing (Holy See); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E21 Right to an adequate standard of living - general E23 Right to adequate housing E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
142.152 Ensure that the rights to health, education and employment of Indigenous Peoples, people of African descent as well as migrants, refugees and asylum seekers are respected and guaranteed (Madagascar); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E31 Right to work E41 Right to health - General E51 Right to education - General G3 Indigenous Peoples G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - migrants - Indigenous Peoples - refugees & asylum seekers	<b>Not implemented</b> , particularly in relation to the rights to health and education were inequities and barriers remain.
<b>Theme: E23 Right to adequate housing</b>			
142.166 Adopt the National Housing Strategy as soon as possible, taking into account the principles and recommendations included in the most recent report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context (Uruguay); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13	Supported	E23 Right to adequate housing A43 Human rights policies A25 Follow-up to special procedures B31 Equality & non-discrimination S11 SDG 11 - cities <b>Affected persons:</b> - general	<b>Implemented.</b> Assented National Housing Strategy Act, S.C. 2019, c. 29, s. 313. Assented to 2019-06-21. Quarterly reports produced. Amnesty International has not assessed whether the act adequately takes into account the principles and recommendations referred to. Gaps remain in number of new units for homeless peoples, for Indigenous Peoples and affordable housing.
142.165 Expedite the adoption of the national strategy to address issues of adequate housing (Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13	Supported	E23 Right to adequate housing A43 Human rights policies S11 SDG 11 - cities <b>Affected persons:</b> - general	<b>Implemented</b> but gaps remain in number of new units for homeless peoples, for Indigenous Peoples and affordable housing.
142.163 Plan to allocate the necessary resources in order to overcome the housing crisis swiftly (Belarus); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13	Supported	E23 Right to adequate housing A63 Budget and resources (for human rights implementation) <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not fully implemented.</b>
142.160 Ensure that adequate measures are put in place to prevent homelessness (South Africa); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13	Supported	E23 Right to adequate housing S01 SDG 1 - poverty <b>Affected persons:</b> - general - persons living in poverty	<b>Not fully implemented.</b>
<b>Theme: E24 Right to social security</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.242 Intensify efforts to provide equitable access to health, education, social services, quality water and food security for indigenous people (Trinidad and Tobago);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      E22 Right to food                      E26 Human Rights &amp; drinking water and sanitation                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      G3 Indigenous Peoples                      S02 SDG 2 - hunger and food security                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not implemented.</b> There are still some Indigenous communities that have no potable water. The budget for education is still not at the same level of non-Indigenous people. Access to health care is difficult in remote communities and Indigenous Peoples often face discrimination when accessing it.</p>
<p>142.139 Take steps to ensure that all Canadian children have equal access to government services such as health, education and welfare, and address the disparities in access to these services for indigenous children in particular (Ireland);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 20</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      G3 Indigenous Peoples                      F31 Children: definition; general principles; protection                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - children                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not implemented,</b> as evident in inequities in access to health, education and welfare for Indigenous children. On 4 January 2022, the Government of Canada, AFN, First Nations Child and Family Caring Society, Chiefs of Ontario and the Nisnawbe Aski Nation announced an agreement in principle on how to implement a Canadian Human Rights Tribunal (CHRT) order to end discrimination in the provision of child and family services to First Nations children. The AFN and the Government of Canada subsequently reached a \$20 billion-dollar Final Settlement Agreement for compensation to those who experienced discrimination under the First Nations Child and Family Services programmes and the federal government's application of Jordan's Principle. However, the CHRT held that the agreement did not fully satisfy its prior decision concerning the compensation owed to victims and survivors.</p>
<p>142.240 Ensure full equality for Indigenous Peoples in the protection of their international human rights to health, education and welfare (Norway);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      G3 Indigenous Peoples                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not implemented</b></p>
<p>142.140 Ensure that Indigenous Peoples have access to the same support, services and ability to exercise their human rights as other Canadian citizens (Sweden);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      G3 Indigenous Peoples                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not implemented</b></p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.143 Address disparities in access to health, education and welfare services provided for indigenous people, in particular for children (Hungary);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      G3 Indigenous Peoples                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      F31 Children: definition; general principles; protection                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - children                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not fully implemented.</b> For instance, the Asubpeeschoseewagong Anishinabek, also known as the Grassy Narrows First Nation, is an Indigenous community in northwest Ontario that have endured over six decades of mercury contamination of their rivers, resulting in mercury poisoning of their people, including children.</p>
<p>142.244 Implement effective measures to reduce the high levels of poverty and food insecurity among Indigenous Peoples and to ensure better access for them to health care, education, adequate housing and other basic necessities (India);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      G3 Indigenous Peoples                      E21 Right to an adequate standard of living - general                      E22 Right to food                      E23 Right to adequate housing                      E25 Human rights &amp; poverty                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      S01 SDG 1 - poverty                      S02 SDG 2 - hunger and food security                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not fully implemented.</b></p>
<p>142.142 Cease cases of children being taken away from their parents by child welfare agencies, thus restoring the era of residential schools (1874–1996) (Syrian Arab Republic);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      G3 Indigenous Peoples                      F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - children                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Partially implemented.</b> Adoption of An Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families (S.C. 2019, c. 24) Assented to 2019-06-21 but some provinces (e.g., Québec) have not implemented it.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.146 Ensure non-discriminatory and culturally appropriate First Nations child and family services as well as other public services such as education, health, culture and language (Slovenia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9</p>	Supported	<p>E24 Right to social security                      G3 Indigenous Peoples                      F31 Children: definition; general principles; protection                      B31 Equality &amp; non-discrimination                      E41 Right to health - General                      E51 Right to education - General                      E7 Cultural rights                      S03 SDG 3 - health                      S04 SDG 4 - education                      S10 SDG 10 - inequality</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - children                      - Indigenous Peoples</p>	<p><b>Not fully implemented.</b> Québec has refused to include cultural services for Indigenous children and families. Throughout 2022 Indigenous Peoples across the country signed agreements or otherwise announced intentions to exercise jurisdiction over child and family services as provided for in the 2019 federal Act Respecting First Nations, Inuit and Métis Children, Youth and Families. In October, British Columbia became the first province in Canada to bring its legislation in line with the right of Indigenous Peoples to exercise jurisdiction over child welfare, which was generally welcomed by Indigenous leaders in the province. In Alberta, the members of the Loon River Cree Nation, Peerless Trout First Nation and Lubicon Lake Band voted in favour of a law that would give them jurisdiction over child welfare in their communities, which is now pending a funding arrangement with the provincial and federal governments. In Ontario, the Wabaseemoong community became the first in Ontario to sign a trilateral agreement with the federal and provincial governments to coordinate child and family services under the Wabaseemoong customary childcare law. In New Brunswick, the Tobique (Neqotkuk) First Nation passed child welfare legislation that will allow it to take over responsibility from the province. In Manitoba, however, the Assembly of Manitoba Chiefs expressed concerns about the lack of partnership with the provincial government as it considers making changes to child and family services legislation.</p>
<b>Theme: E26 Human Rights &amp; drinking water and sanitation</b>			
<p>142.167 Comply with its commitment to guarantee the human right to drinking water and sanitation, and implement strategies to promote access to drinking water and to improve sanitation facilities in remote areas (Spain);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 13</p>	Supported	<p>E26 Human Rights &amp; drinking water and sanitation                      A42 Institutions &amp; policies - General                      S06 SDG 6 - water and sanitation</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - general</p>	<p><b>Not implemented.</b> In November 2019, Tataskweyak Cree Nation, Curve Lake First Nation and Neskantaga First Nation launched a class action lawsuit that led to the Safe Drinking Water Class Action Settlement Agreement in December 2021, which recognizes First Nations' right to reliable access to safe drinking water and compensates those who were deprived of it. The federal government then repealed the Safe Drinking Water for First Nations Act on 23 June 2022 and made a commitment to consult with First Nations and develop and introduce replacement legislation that improves access to safe drinking water for current and future generations by 31 December 2022. As of March 1<sup>st</sup>, still 32 long-term drinking water advisories in 28 Indigenous communities.</p>
<b>Theme: E31 Right to work</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.132 Take all measures to ensure the adoption of employment equity legislative and policy measures in all jurisdictions to address unemployment faced by disadvantaged and marginalized groups (Islamic Republic of Iran); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 12	Supported	E31 Right to work B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - women - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons with disabilities - vulnerable persons/groups	<b>Not implemented.</b> Canada launched a task force to review its <i>Employment Equity Act</i> , which does not adequately address intersecting forms of discrimination or anti-Black racism. The Act has not yet been amended.
142.130 Ensure equality of opportunity for all citizens, so that each eligible person would be able to work in high-level and professional job positions (Islamic Republic of Iran); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 12	Supported	E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not fully implemented.</b> For example, Québec's <i>Respecting the laicity of the state</i> , also known as Bill 21, prohibits some public employees from wearing religious symbols in certain public service positions.
<b>Theme: E32 Right to just and favourable conditions of work</b>			
142.137 Take the necessary steps to combat discriminatory labour market practices against women and migrant workers (Algeria); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 12	Supported	E32 Right to just and favourable conditions of work B31 Equality & non-discrimination F1 Women G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - women - migrants	<b>Not implemented.</b> There is no labour mobility for many migrant workers on closed work permits, who face heightened risk of exploitation.
142.135 Promote fairer working conditions for all, including migrant workers (Nepal); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 12	Supported	E32 Right to just and favourable conditions of work G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work <b>Affected persons:</b> - general - migrants	<b>Not fully implemented,</b> despite a few positive developments such as open work permits for abused workers.
<b>Theme: E41 Right to health – General</b>			
142.170 Develop people- and community-centred mental health services that do not lead to institutionalization, over-medicalization or practices that do not respect the rights, will and preferences of all persons (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 23	Supported	E41 Right to health – General F4 Persons with disabilities S03 SDG 3 - health <b>Affected persons:</b> - persons with disabilities	<b>Not implemented.</b> Equitable right to health is lacking, particularly for Indigenous Peoples and specifically in relation to maternal health.
<b>Theme: F11 Advancement of women</b>			
142.121 Continue making further efforts to ensure equal participation in political and public affairs (Slovakia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 26	Supported	F11 Advancement of women F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	<b>Not fully implemented.</b> Indigenous, Black and Racialized women are subject to harassment and violence, particularly online violence, in the public domain, including politicians and journalists.
<b>Theme: F12 Discrimination against women</b>			



Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.176 Take measures to promote greater political participation of women in legislative bodies (Costa Rica); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 16	Supported	F12 Discrimination against women F11 Advancement of women F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women	<b>Not fully implemented.</b> Indigenous, Black and Racialized women are subject to harassment and violence, particularly online violence, in the public domain.
<b>Theme: F13 Violence against women</b>			
142.184 Step up efforts in order to make more efficient the legal framework to protect women of all age groups against all forms of violence and from sexual abuse (Lebanon); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17	Supported	F13 Violence against women D28 Gender-based violence A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	<b>Not fully implemented,</b> although significant policy developments should be noted.
142.190 Strengthen measures to protect victims of violence against women and girls, particularly among minority communities, including through ensuring access to quality multisectoral responses for survivors covering safety, shelter, health, justice and other essential services (Rwanda); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17	Supported	F13 Violence against women D28 Gender-based violence B51 Right to an effective remedy B53 Support to victims and witnesses E41 Right to health - General G1 Members of minorities S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented</b> as implementation gaps remain. In November 2022, the federal government released its long-awaited National Action Plan to End Gender-Based Violence. The plan outlined a coordinated approach with federal, provincial, and territorial governments centred on five foundational pillars. These pillars include support for victims, survivors, and their families, violence prevention, a responsive justice system, Indigenous-led approaches, social infrastructure, and an enabling environment. Implementation plans, detailed targets, indicators, and reporting mechanisms for the Plan across federal, provincial, and territorial governments have not yet been outlined, which the government has indicated will be forthcoming.
142.199 Ensure effective investigation of cases of violence against women and girls, especially those belonging to Indigenous Peoples, and bring the perpetrators to justice (Russian Federation); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17	Supported	F13 Violence against women D28 Gender-based violence D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity G3 Indigenous Peoples S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> Indigenous women, girls, and Two-Spirit people and gender-diverse people continue to face disproportionate rates of violence across the country, and police investigations are marred by abuse, negligence, and discrimination.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.200 Continue all efforts to combat discrimination against women and to combat violence against women, particularly indigenous women and women of African descent (Tunisia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17</p>	Supported	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      F12 Discrimination against women                      G1 Members of minorities                      G3 Indigenous Peoples                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- women</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> Indigenous, Black and Racialized women continue to experience disproportionate levels of violence. The government's 2022 Progress Report of the Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQIA+ National Action Plan (NAP) revealed a lack of progress.</p>
<p>142.211 Arrange a follow-up visit from the Special Rapporteur on the rights of Indigenous Peoples to gauge progress, with a particular focus on missing and murdered indigenous women (United States of America);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      G3 Indigenous Peoples                      A25 Follow-up to special procedures                      D21 Right to life                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- women</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Implemented.</b> The Special Rapporteur on the Rights of Indigenous People visited Canada between 1 March and 10 March, 2023, to meet with representatives of Indigenous Nations, government officials, members of the judiciary, and other key stakeholders.</p>
<p>142.208 Reinforce efforts to investigate cases of missing and murdered aboriginal women (Republic of Korea);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17</p>	Supported	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      G3 Indigenous Peoples                      D21 Right to life                      D51 Administration of justice &amp; fair trial                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- women</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented,</b> despite the Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQIA+ National Action Plan.</p>
<p>142.75 Step up efforts to protect indigenous women and girls from all forms of discrimination, violence and abuse (Philippines);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17</p>	Supported	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      G3 Indigenous Peoples                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- women</li> <li>- girls</li> <li>- Indigenous Peoples</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> Canada's 2022 "Progress Report on the Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQIA+ People National Action Plan" revealed serious gaps to protect Indigenous women and girls from violence. Canada's 2022 "National Action Plan to End Gender-Based Violence" has not delineated implementation plans or targets, revealing little progress.</p>
<p>142.180 Continue to combat violence against women (France);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17</p>	Supported	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- women</li> </ul>	<p><b>Not fully implemented.</b> In 2022 Canada launched the "Federal 2SLGBTQI+ Action Plan", which lacks substance on the rights of transgender people, online violence, and provision of mental health services.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.204 Continue to investigate, prosecute and prevent cases of violence against aboriginal women and girls (Estonia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17	Supported	F13 Violence against women D8 Rights related to marriage & family G3 Indigenous Peoples D51 Administration of justice & fair trial S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b> Families of murdered and missing Indigenous women argue that investigations are flawed, and that they do not receive the necessary supports.
142.212 Take the necessary steps to investigate complaints lodged regarding the forced sterilization of women from vulnerable groups and, where appropriate, punish those responsible and assist affected women (Argentina); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 17	Supported	F13 Violence against women E41 Right to health - General B52 Impunity B53 Support to victims and witnesses S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - vulnerable persons/groups	<b>Not implemented.</b> Decades of allegations of forced and coerced sterilization of Indigenous women in Canada continue uninvestigated and Canada lacks a specific criminal offence to help bring perpetrators to justice.
<b>Theme: F4 Persons with disabilities</b>			
142.221 Continue to tackle the issues related to persons with disabilities and poverty, as pointed out by relevant treaty bodies (Japan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 23	Supported	F4 Persons with disabilities A23 Follow-up to treaty bodies E25 Human rights & poverty E21 Right to an adequate standard of living - general S01 SDG 1 - poverty <b>Affected persons:</b> - persons with disabilities	<b>Not fully implemented.</b> Canada continues to discriminate against people with disabilities, including through its immigration detention system.
<b>Theme: G3 Indigenous Peoples</b>			
142.236 Take effective legislative and administrative measures to concretely improve the living conditions of indigenous people and ensure all their rights (China); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General E21 Right to an adequate standard of living - general <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b> Canada's <i>United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act</i> (S.C. 2021, c. 14) mandates the federal government to unveil an action plan by June 2023 to implement the UN Declaration on the Rights of Indigenous People. Canada has yet to enforce obtaining the free, prior, and informed consent of Indigenous Peoples as enshrined in the UNDRIP.
142.250 Implement all of the "calls to action" from the Truth and Reconciliation Commission (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples A42 Institutions & policies - General <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b>
142.251 Take all decisions concerning First Nations peoples in consultation with them (Slovenia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples A42 Institutions & policies - General A61 Cooperation with civil society <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b>
142.254 Ensure that indigenous communities can express their free and informed consent prior to any measure that may affect their land (Holy See); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples A42 Institutions & policies - General A61 Cooperation with civil society <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> Indigenous Nations across Canada argue that hydroelectricity, logging and pipeline construction is being undertaken without their free, prior and informed consent.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.255 Ensure the creation of transparent mechanisms for receiving the free and informed consent of Indigenous Peoples in order to carry out economic activities in their traditional territories of residence (Russian Federation); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples A42 Institutions & policies - General A61 Cooperation with civil society <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b>
142.80 Abolish all discriminatory implications of the Indian Act to remove remaining historical discrimination against matrilineal descent regarding aboriginal status (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 10	Supported	G3 Indigenous Peoples B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - general - women - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b>
142.257 Prohibit the environmentally detrimental development of resources on the territories of Indigenous Peoples without the free, prior and informed consent of those communities (Ireland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples B71 Human rights and the environment A42 Institutions & policies - General A61 Cooperation with civil society S15 SDG 15 - biodiversity, forests, desertification <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> For example, Canada and British Columbia authorized construction of a gas pipeline that passes through the ancestral and unceded territory of the Wet'suwet'en Nation without the free, prior, and informed consent of their Hereditary Chiefs, responding to protests with surveillance, criminalization, and harassment towards the Wet'suwet'en Nation and other land defenders.
142.258 Invest in the preservation of endangered languages spoken by people belonging to First Nations (Israel); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 9	Supported	G3 Indigenous Peoples E7 Cultural rights <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b> Indigenous Languages Act, S.C. 2019, c. 23, assented to 21 June 2019, but still awaiting the action plan.
<b>Theme: G4 Migrants</b>			
142.264 Ensure that temporary and migrant agricultural workers are covered under the protection of labour legislation and have access to health and employment benefits (Trinidad and Tobago); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1	Supported	G4 Migrants A41 Constitutional and legislative framework E31 Right to work E41 Right to health - General E24 Right to social security S03 SDG 3 - health S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - migrants	<b>Not fully implemented.</b> , particularly people with irregular status and those on temporary migrant labour programmes.
142.260 Take legislative and administrative actions to reform current policies to ensure the protection of all migrants (Islamic Republic of Iran); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 24	Supported	G4 Migrants A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - migrants	<b>Not implemented.</b>
142.262 Continue to take steps to improve the conditions of migrant workers, including temporary and seasonal workers, and their welfare (Sri Lanka); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 24	Supported	G4 Migrants E24 Right to social security S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - migrants	<b>Not fully implemented.</b>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.263 Enable migrant workers, especially those of African descent, to access basic health services (Senegal); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 24	Supported	G4 Migrants G1 Members of minorities E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health <b>Affected persons:</b> - migrants	<b>Not fully implemented</b> for those without status. Temporary foreign workers are entitled to access but face barriers.
<b>Theme: G5 Refugees &amp; asylum seekers</b>			
142.268 Ensure that all individuals who attempt to enter the country are provided with equal access to asylum proceedings (Mozambique); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 24	Supported	G5 Refugees & asylum seekers D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - refugees & asylum seekers	<b>Not fully implemented.</b> Under the <i>Safe Third Country Agreement</i> , most refugee claimants entering Canada from an official land border crossing are denied and forcibly returned to the United States.
<b>Theme: A23 Follow-up to treaty bodies</b>			
142.33 Take all necessary measures to ensure that the recommendations made by the United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination are fully implemented (Azerbaijan); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 8	Noted	A23 Follow-up to treaty bodies B32 Racial discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not implemented</b>
<b>Theme: B31 Equality &amp; non-discrimination</b>			
142.228 Develop and implement, in collaboration with Canada's various government entities and civil society, a national action plan to follow up on the recommendations of the Working Group of Experts on People of African Descent, following its visit to Canada in 2016 (Haiti); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 8	Noted	B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) A25 Follow-up to special procedures <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
<b>Theme: B32 Racial discrimination</b>			
142.53 Adopt and implement a national plan to combat racial discrimination (Togo); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 27	Noted	B32 Racial discrimination A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	<b>Not fully implemented.</b>
<b>Theme: B6 Business &amp; Human Rights</b>			
142.100 Start work on the drafting of a national action plan to implement the Guiding Principles on Business and Human Rights, in cooperation with all stakeholders concerned (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A12 Acceptance of international norms A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b> Canada has not drafted a national action plan for the implementation of the UN guiding principles on business and human rights. Though in 2021 Canada came up with a strategy for responsible business conduct (2022-2027), it focuses on OECD guideline for multinational corporations.
142.99 Adopt a national action plan to implement the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights (Kenya); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A12 Acceptance of international norms A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.90 Strengthen legislation regulating the foreign activities of companies registered or headquartered in Canada (Peru); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A41 Constitutional and legislative framework <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.101 Adopt legislation governing the conduct of corporations under its jurisdiction in relation to their activities abroad (Kenya); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.96 Consider making the Office of the Extractive Sector Corporate Social Responsibility Counsellor independent and broaden its mandate (Haiti); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.98 Develop a national action plan for business and human rights (Switzerland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.88 Strengthen its legislation and standards in conformity with international obligations, conducting periodic environmental impact assessments in the context of industrial activity (Panama); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights B71 Human rights and the environment A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial S15 SDG 15 - biodiversity, forests, desertification <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
142.89 Ensure that mining operations are conducted on the basis of clear and honest assessments of their environmental impact (Holy See); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 33	Noted	B6 Business & Human Rights B71 Human rights and the environment S15 SDG 15 - biodiversity, forests, desertification <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b> No mandatory due diligence – Creation of CORE but without power to investigate or provide remedy.
<b>Theme: D26 Conditions of detention</b>			
142.105 Halt the practice of solitary confinement of prisoners (Philippines); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 31	Noted	D26 Conditions of detention D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented.</b> The government simply uses other terms, such as “administrative segregation” and “structured intervention units”.
<b>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</b>			
142.118 Decriminalize defamation and include it in the Civil Code, in accordance with international standards (Estonia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 36	Noted	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented.</b>
<b>Theme: D51 Administration of justice &amp; fair trial</b>			
<b>Theme: E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>142.151 Interpret the Charter of Rights and Freedoms confirming the interdependence and indivisibility of all human rights with a view to ensuring access to food, health and adequate housing for all those living in the country (Uruguay);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 15</p>	Noted	<p>E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation                      E22 Right to food                      E23 Right to adequate housing                      E41 Right to health - General                      S02 SDG 2 - hunger and food security                      S03 SDG 3 - health</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - general                      - persons living in poverty</p>	<b>Not implemented</b>
<b>Theme: F13 Violence against women</b>			
<p>142.195 Adopt a national action plan, in consultation with civil society organizations, especially indigenous women's organizations, to combat gender-based violence against women (Zambia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 19</p>	Noted	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)                      A61 Cooperation with civil society                      G3 Indigenous Peoples                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - women                      - Indigenous Peoples</p>	<b>Not fully implemented.</b> In November 2023, the federal government released its long-awaited National Action Plan to End Gender-Based Violence. The plan outlined a coordinated approach with federal, provincial, and territorial governments centered on five foundational pillars. These pillars include support for victims, survivors, and their families, violence prevention, a responsive justice system, Indigenous-led approaches, social infrastructure, and an enabling environment. Implementation plans, detailed targets, indicators, and reporting mechanisms for the Plan across federal, provincial, and territorial governments have not yet been outlined, which the government has indicated will be forthcoming.
<p>142.196 Adopt a national action plan on violence against women and girls, consulting in line with the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples on specific provisions for indigenous women (Denmark);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 19</p>	Noted	<p>F13 Violence against women                      D28 Gender-based violence                      A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)                      G3 Indigenous Peoples                      S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment                      S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>                      - women                      - girls                      - Indigenous Peoples</p>	<b>Not fully implemented.</b> Despite Canada's launch and \$2.2 billion investment in the 2021 National Action Plan: Ending Violence Against Indigenous Women, Girls and 2SLGBTQQIA+ People, violence endures, and cases of Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and Two-Spirit People (MMIWG2S) are still underreported. The government's 2022 Progress Report of the Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQQIA+ National Action Plan (NAP)109 revealed a gross lack of progress toward its commitments. A standing key priority to create an independent national committee tasked with ensuring the coordination, accountability and progress on the NAP has, one year on, not been completed. In addition, the urgent next step to develop and publicly release an implementation plan with short-, medium-, and long-term priorities and timelines toward the full achievement of the NAP, has not yet been undertaken.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.194 Convert the federal strategy on gender-based violence into a national action plan (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 19	Noted	F13 Violence against women D28 Gender-based violence A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	<b>Not fully implemented.</b> Canada's 2022 "National Action Plan to End Gender-Based Violence" lacks implementation plans, detailed targets, and reporting mechanisms. Serious gaps remain to protect women and girls from violence.
142.209 Extend the mandate of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls by two years to allow all victims to be heard (Sri Lanka); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 19	Noted	F13 Violence against women D28 Gender-based violence G3 Indigenous Peoples D21 Right to life A44 Structure of the national human rights machinery B51 Right to an effective remedy S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b> The National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls was extended for six months and ended 30 June 2019.
<b>Theme: G3 Indigenous Peoples</b>			
142.245 Continue to develop and implement a comprehensive national strategy to provide Indigenous Peoples with access to education and health-care services, and improve the living standards and housing conditions of families with children (Belarus); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 11	Noted	G3 Indigenous Peoples A42 Institutions & policies - General E21 Right to an adequate standard of living - general E23 Right to adequate housing E41 Right to health - General E51 Right to education - General F31 Children: definition; general principles; protection S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education <b>Affected persons:</b> - children - Indigenous Peoples	<b>Not fully implemented.</b> An Indigenous Community Development National Strategy was announced in 2021. Socio-economic rights for Indigenous Peoples were included in Canada's 2030 Agenda National Strategy. Progress in implementing both strategies has not been reported.
142.78 Revoke all discriminatory provisions that remain in the Indian Act, with a view to avoiding revocation of indigenous status (Paraguay); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 10	Noted	G3 Indigenous Peoples B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - general - women - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> The <i>Indian Act</i> continues to have discriminatory provisions in effect that adversely impact Indigenous People from matrilineal descendants that restricts their ability to freely transmit Indigenous status to their children and future generations, resulting in ongoing impacts of disenfranchisement and forced assimilation.
142.79 Repeal the remaining discriminatory provisions in the Indian Act (Iceland); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 10	Noted	G3 Indigenous Peoples B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - general - women - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> Discriminatory provisions under the <i>Indian Act</i> are still in effect and have not been repealed, despite calls to action from a Senate of Canada report in June 2022 recommending revocation of several provisions.



Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
142.256 Re-establish the right to a healthy environment, prohibiting the destructive exploitation of the environment, particularly in the territories of Indigenous Peoples (Bolivarian Republic of Venezuela); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 11	Noted	G3 Indigenous Peoples B71 Human rights and the environment S15 SDG 15 - biodiversity, forests, desertification <b>Affected persons:</b> - Indigenous Peoples	<b>Not implemented.</b> For example, the Asubpeeschoseewagong Anishinabek, also known as the Grassy Narrows First Nation, continue to endure over six decades of methylmercury contamination of rivers in their territory that resulted in mercury poisoning of their community, contrary to the right to a health environment. Ontario continues to authorize mining permits on Grassy Narrows territory that risks clearcut logging and the destructive exploitation of the environment.
<b>Theme: G4 Migrants</b>			
142.266 Give attention to the issue of immigration detention for an indefinite period and seek to amend legislation to set a time limit for detention (Costa Rica); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 25	Noted	G4 Migrants A41 Constitutional and legislative framework D33 Arbitrary arrest and detention D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - migrants - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented.</b> There is still no legal limit on the duration that someone can be held in immigration detention. The longest instance of immigration detention was ~11 years.
142.267 Take steps to limit the use and prorogation of immigration detention (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 25	Noted	G4 Migrants D33 Arbitrary arrest and detention D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - migrants - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented.</b> The number of people that Canada is incarcerating in immigration detention is on the rise. While four provinces have committed to ending immigration detention in their provincial jails, Canada has not announced an end to the practice across the country and continues to detain people in provincial jails and Immigration Holding Centres.
<b>Theme: G5 Refugees &amp; asylum seekers</b>			
142.273 Put an end to the detention of child refugees and asylum seekers, with alternatives to detention that respect the best interest of the child (Bolivarian Republic of Venezuela); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 25	Noted	G5 Refugees & asylum seekers F31 Children: definition; general principles; protection D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - children - refugees & asylum seekers	<b>Not implemented.</b> Canada's legislation and policies reflect a commitment to restrict the use of immigration detention for children. While there has been a reduction in the number of children in immigration detention, the practice has not ended.
142.274 Put an end to the detention of refugee and asylum-seeking children, through alternatives that fully take into consideration the best interest of the child (Ecuador); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 25	Noted	G5 Refugees & asylum seekers F31 Children: definition; general principles; protection D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - children - refugees & asylum seekers	<b>Not implemented.</b> Canada's legislation and policies reflect a commitment to restrict the use of immigration detention for children. While there has been a reduction in the number of children in immigration detention, the practice has not ended.
142.272 Eliminate or improve the two exceptions in subsection 115.2 of the Law on Immigration and Protection of Refugees in order to safeguard the principle of non-refoulement, as provided for by international law (Ecuador); <b>Source of position:</b> A/HRC/39/11/Add.1 - Para. 25	Noted	G5 Refugees & asylum seekers G4 Migrants A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - refugees & asylum seekers	<b>Not implemented.</b>

<sup>1</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandation 142.35 (Paraguay), doc. ONU A/HRC/39/11, 11 juillet 2018, et son additif, doc. ONU A/HRC/39/11/Add.1, 18 septembre 2018.

<sup>2</sup> Gouvernement du Canada, « Aperçu de la trousse de mise en œuvre de la réglementation relative au Traité sur le commerce des armes », 26 août 2019, [https://www.international.gc.ca/trade-commerce/consultations/export\\_controls-controle\\_exportations/overview-aperçu.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/trade-commerce/consultations/export_controls-controle_exportations/overview-aperçu.aspx?lang=fra).

<sup>3</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandation 142.32 (Australie), doc. ONU A/HRC/39/11, 11 juillet 2018, et son additif, doc. ONU A/HRC/39/11/Add.1, 18 septembre 2018.

<sup>4</sup> Affaires mondiales Canada, « Modifications au projet de loi C-47 », 4 mai 2018, <https://www.international.gc.ca/controls-controles/amendments-c-47-modifications.aspx?lang=fra>.

<sup>5</sup> Le Canada n'a pas transposé dans la loi ses obligations relatives à l'interdiction selon l'article 6 du TCA, à l'évaluation des risques selon l'article 7, et à la prévention des détournements selon l'article 11. Le pays a donc autorisé des exportations d'armes à destination du Royaume d'Arabie saoudite, interdites par le Traité, dont des véhicules blindés légers d'une valeur totale de plusieurs milliards de dollars. Amnesty International et Project Ploughshares, « Aucune preuve crédible ». *L'analyse fautive du Canada sur les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite* (Index : AMR 20/4440/2021), août 2021, [https://amnistie.ca/sites/default/files/2021-09/NoCredibleEvidence\\_FRcompressed.pdf](https://amnistie.ca/sites/default/files/2021-09/NoCredibleEvidence_FRcompressed.pdf), p. 9-10, 14, 27-43 ; Gouvernement du Canada, « 2019 Exportations de marchandises militaires », 18 septembre 2020, <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/controls-controles/reports-rapports/military-goods-2019-marchandises-militaires.aspx?lang=fra> ; Id., « 2020 Exportations de marchandises militaires », <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/controls-controles/reports-rapports/military-goods-2020-marchandises-militaires.aspx?lang=fra> ; Id., « 2021 Exportations de marchandises militaires », <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/controls-controles/reports-rapports/military-goods-2021-marchandises-militaires.aspx?lang=fra>.

<sup>6</sup> Amnesty International, « Amnesty International welcomes Canada's commitment to join torture prevention treaty », 3 mai 2016 <https://amnesty.ca/news/uncategorized/amnesty-international-welcomes-canadas-commitment-to-join-torture-prevention-treaty/>.

<sup>7</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandations 142.8 (Italie) et 142.10-11 (Tunisie, Ghana), doc. ONU A/HRC/39/11, 11 juillet 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/210/83/PDF/G1821083.pdf?OpenElement>, et son additif, doc. ONU A/HRC/39/11/Add.1, 18 septembre 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/278/43/PDF/G1827843.pdf?OpenElement>. Le Canada avait accepté des recommandations similaires lors de ses premier et deuxième examens : Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandation 86.2 (Azerbaïdjan, Brésil, Chili, République tchèque, Danemark, Liechtenstein, France), 5 octobre 2009, doc. ONU A/HRC/11/17, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/135/71/PDF/G0913571.pdf?OpenElement> et son additif, doc. ONU A/HRC/11/17/Add.1, <http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=A/HRC/11/17/Add.1&Lang=F> ; Id., Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, doc. ONU A/HRC/24/11, 28 juin 2013, recommandations 128.1 (Burkina Faso) et 128.3 (Australie, Argentine, Bulgarie, Estonie, Allemagne, Hongrie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, France, Portugal, Monténégro, République tchèque, Uruguay), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G13/152/43/PDF/G1315243.pdf?OpenElement> et son additif doc. ONU A/HRC/24/11/Add.1, <https://undocs.org/fr/A/HRC/24/11/Add.1>.

<sup>8</sup> Gouvernement du Canada, Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, L.C. 2021, ch. 14, 21 juin 2021, <https://www.laws-lois.justice.gc.ca/fr/lois/u-2.2/page-1.html>. La Colombie-Britannique est la seule province à avoir adopté une loi similaire : gouvernement de Colombie-Britannique, Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act, SBC 2019, c. 44, 28 novembre 2019, <https://www.bclaws.gov.bc.ca/civix/document/id/complete/statreg/19044>.

<sup>9</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandations 142.57 (Argentine) et 142.83 (Afrique du Sud), doc. ONU A/HRC/39/11, 11 juillet 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/210/83/PDF/G1821083.pdf?OpenElement>, et son additif, doc. ONU A/HRC/39/11/Add.1, 18 septembre 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/278/43/PDF/G1827843.pdf?OpenElement>.

<sup>10</sup> Ces activités comprennent la promotion ou la publicité de thérapies de conversion, le fait de tirer profit de telles thérapies ou d'y soumettre une autre personne. Chambre des communes du Canada, Projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion), 9 novembre 2021, <https://parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-4/premiere-lecture>.

<sup>11</sup> Gouvernement du Canada, Plan d'action fédéral 2ELGBTQI+, 28 août 2022, <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/sois-toi-meme/plan-action-federal-2elgbtqi-plus.html>.

<sup>12</sup> Personnes aux deux esprits, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées ou indiquant appartenir à divers groupes sexuels ou de genre ou employer d'autres terminologies, selon la définition du gouvernement canadien.

<sup>13</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada, recommandations 142.191-197 (Norvège, Allemagne, Albanie, Australie, Zambie, Danemark, Finlande), doc. ONU A/HRC/39/11, 11 juillet 2018, et son additif, doc. ONU A/HRC/39/11/Add.1, 18 septembre 2018.

<sup>14</sup> Gouvernement du Canada, Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, 9 novembre 2022, <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/ministres-responsables-condition-feminine/plan-action-national-fin-violence-fondee-sexe/premier-plan-action-national-fin-violence-fondee-sexe.html>.

<sup>15</sup> Par exemple, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a jugé, dans le cadre de ses procédures d'alerte rapide et d'intervention d'urgence, que le Canada n'avait pas cherché à obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des autorités traditionnelles de la Première Nation Wet'suwet'en, en Colombie-Britannique, avant d'autoriser la construction d'un gazoduc traversant leurs territoires ancestraux. Voir : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, *Prevention of Racial Discrimination, Including Early Warning and Urgent Action Procedure: Decision 1 (100)*, 13 décembre 2019, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en). Le Comité a envoyé deux lettres de suivi au Canada : id., « Letter to the State of Canada », 24 novembre 2020, CERD/EWUAP/102nd session/2020/MJ/CS/ks,

[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/ALE/CAN/9296&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/ALE/CAN/9296&Lang=en) ; id., "Letter to the State of Canada", 29 avril 2022, CERD/EWUAP/106th session/2022/MJ/CS/ks,  
[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCERD%2fALE%2fCAN%2f9554&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCERD%2fALE%2fCAN%2f9554&Lang=en). Pour les lettres adressées au Canada par le Comité concernant l'absence de consentement libre et éclairé préalable à la construction du projet d'agrandissement du réseau d'oléoducs Trans Mountain et du barrage du Site C, voir : id., "Letter to State of Canada", 10 mai 2019, CERD/EWUAP/ 98th session/Canada (Trans Mountain Pipeline Project)/JP/ks,  
[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8927&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8927&Lang=en) ; id., "Letter to State of Canada", 14 décembre 2018, CERD/EWUAP/Canada-Site C dam/2018/JP/ks,  
[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8818&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8818&Lang=en) ; id., "Letter to State of Canada", 14 décembre 2018, CERD/EWUAP/Canada-Trans Mountain Pipeline/2018/JP/ks,  
[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8819&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCERD%2FALE%2FCAN%2F8819&Lang=en) ; id., *Observations finales concernant le rapport du Canada valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques*, 13 septembre 2017, CERD/C/CAN/CO/21-23, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2FC%2FCAN%2FCO%2F21-23&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2FC%2FCAN%2FCO%2F21-23&Lang=en) ; id., *Observations finales concernant le rapport du Canada valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques*, Additif, 17 juin 2019, CERD/C/CAN/CO/21-23/Add.1, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2FC%2FCAN%2FCO%2F21-23%2FADD.1&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2FC%2FCAN%2FCO%2F21-23%2FADD.1&Lang=en).  
<sup>16</sup> Gouvernement du Canada, Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, SC 2021, ch. 14, article 6(5). Un ministre fédéral désigné par le gouverneur en conseil est chargé de faire déposer devant le Parlement le plan d'action visant à intégrer la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones dans le droit fédéral canadien.  
<sup>17</sup> Seuls certains éléments de la stérilisation forcée et contrainte ont été érigés en infraction. Voir : Comité sénatorial permanent des droits de la personne, *Les cicatrices que nous portons : la stérilisation forcée et contrainte de personnes au Canada*, partie II, p. 27, Infractions criminelles au Canada, [https://publications.gc.ca/site/archivee-archived.html?url=https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2022/sen/yc32-0/YC32-0-441-4-fra.pdf](https://publications.gc.ca/site/archivee-archived.html?url=https://publications.gc.ca/collections/collection_2022/sen/yc32-0/YC32-0-441-4-fra.pdf).  
<sup>18</sup> Premier ministre du Canada, « Déclaration du Premier ministre concernant les excuses de Sa Sainteté le pape François au sujet du système des pensionnats au Canada », 1<sup>er</sup> avril 2022, <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2022/04/01/declaration-du-premier-ministre-concernant-les-excuses-de-sa>.  
<sup>19</sup> Chambre des communes, 27 octobre 2022, 44<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, Hansard révisé, <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/chambre/seance-119/debats>.  
<sup>20</sup> Assemblée des Premières Nations, « La cheffe régionale Adamek du Yukon déclare qu'une enquête criminelle indépendante sur les établissements résidentiels est toujours nécessaire », 8 juin 2022, <https://www.afn.ca/fr/la-cheffe-regionale-adamek-du-yukon-declare-quune-enquete-criminelle-independante-sur-les-etablissements-residentiels-est-toujours-necessaire/>.  
<sup>21</sup> En janvier 2023, 325 Premières Nations représentées par les conseils de bande ont présenté un recours collectif demandant une indemnisation pour la perte de leur langue et de leur culture causée par le système des pensionnats. Un règlement a été conclu, qui prévoyait le versement de 2,8 milliards de dollars. Ce règlement n'a pas encore été approuvé par la Cour fédérale du Canada. Gouvernement du Canada, « Convention de règlement conclue dans le cadre du litige collectif de la bande », 21 janvier 2023, <https://www.canada.ca/fr/relations-couronne-autochtones-affaires-nord/nouvelles/2023/01/convention-de-reglement-conclue-dans-le-cadre-du-litige-collectif-de-la-bande-de-gottfriedson0.html>.  
<sup>22</sup> Conseil des droits de l'homme, *Visite au Canada : Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible*, 19 juin 2019, A/HRC/41/34/Add.2, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/176/90/PDF/G1917690.pdf?OpenElement>. Nation métisse de la Colombie-Britannique et Turpel Lafond, *In Plain Sight – Addressing Indigenous Specific Racism and Discrimination in B.C. Healthcare*, novembre 2022, <https://engage.gov.bc.ca/app/uploads/sites/613/2020/11/In-Plain-Sight-Summary-Report.pdf>.  
<sup>23</sup> Amnesty International, "The 2022 Human Rights Agenda: Recentering Human Rights in Canada", décembre 2022, <https://www.amnesty.ca/what-you-can-do/2022-human-rights-agenda-for-canada/> ; CBC News, "Study suggests Alberta First Nations people tend to get lower level of emergency care", 17 janvier 2022, [cbc.ca/news/canada/edmonton/study-suggests-alberta-first-nations-people-tend-to-get-lower-level-of-emergency-care-1.6317508](https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/study-suggests-alberta-first-nations-people-tend-to-get-lower-level-of-emergency-care-1.6317508) ; Centre Wabano pour la santé des Autochtones, en collaboration avec la Coalition autochtone d'Ottawa, *Share Your Story Indigenous-Specific Racism in Health Care Across the Champlain Region: Full Report*, 2022, <https://wabano.com/wp-content/uploads/2022/05/ShareYourStory-FullReport-EN.pdf>.  
<sup>24</sup> En juin 2022, une femme cri a intenté une action en justice contre un hôpital d'Edmonton, entre autres, parce qu'elle et sa fille auraient été victimes de discrimination raciale et n'auraient en conséquence pas reçu les soins nécessaires, ce qui aurait conduit à la mort de sa nouveau-née. Voir : CBC News, "Cree woman alleges racial discrimination in death of newborn daughter at Edmonton hospital", 4 novembre 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/cree-woman-alleges-racial-discrimination-in-death-of-newborn-daughter-at-edmonton-hospital-1.6640093> ; Edmonton City News, "Alberta First Nation calls for investigation after Indigenous baby's hospital death", 3 novembre 2022, [edmonton.citynews.ca/2022/11/03/hospital-denial-baby-death](https://www.edmonton.citynews.ca/2022/11/03/hospital-denial-baby-death). Le 28 septembre 2020, Joyce Echaquan, une femme atikamekw de Manawan est décédée à l'hôpital de Joliette. La coroner a conclu que le racisme dont Joyce Echaquan avait été victime à l'hôpital avait contribué à sa mort. Amnistie internationale Canada francophone, *Décès de Joyce Echaquan, un triste rappel du racisme systématique dont sont victimes les peuples autochtones*, 29 septembre 2020.  
<sup>25</sup> Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès, [https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers\\_clients/Rapport/Rapport\\_final.pdf](https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Rapport_final.pdf).  
<sup>26</sup> Première Nation également appelée Asubpeeschoseewagong Anishinabek. Voir Asubpeeschoseewagong Anishinabek, <https://freegrassy.net/learn-more/grassy-narrows/>.  
<sup>27</sup> Dans les années 1960, l'Ontario a permis à une entreprise de déverser 10 tonnes de mercure dans le réseau hydrographique du territoire ancestral de Grassy Narrows. Les cours d'eau ont ainsi été contaminés au méthylmercure. Voir : Amnesty International, *Canada: Human Rights Promises Must Be Backed By Action Amnesty International Submission For The UN Universal Periodic Review 30th Session Of The UPR Working Group, May 2018*, octobre 2017, (Index : AMR 20/7362/2017), p. 8-9. Des études scientifiques indépendantes ont confirmé que les cours d'eau étaient fortement contaminés par du mercure et que le méthylmercure était une substance extrêmement toxique, en particulier pour les femmes enceintes et les enfants.

- Voir : Environnement et changement climatique Canada, *L'évaluation scientifique sur le mercure au Canada : rapport*, 2016, [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2017/eccc/En84-130-3-2016-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2017/eccc/En84-130-3-2016-fra.pdf) ; Philibert et al., "Past mercury exposure and current symptoms of nervous system dysfunction in adults of a First Nation community (Canada)", 16 mars 2022, *Environmental Health* (2022), 21:34, <https://ehjournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12940-022-00838-y> ; Shigeru Takaoka, et al., "Signs and symptoms of methylmercury contamination in a First Nations community in Northwestern Ontario, Canada", *Science of the Total Environment* 468–469, 2014, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24091119/>, p. 950–957 ; Masazumi Harada et al., *Mercury Poisoning in First Nations Groups in Ontario, Canada: 35 years of Minamata Disease in Canada*, 2012, <http://freegrassy.net/wp-content/uploads/2012/06/Harada-et-al-2011-English.pdf>.
- <sup>28</sup> Comité des droits de l'enfant des Nations unies, Observations finales concernant le rapport du Canada valant cinquième et sixième rapports périodiques, 23 juin 2022, CRC/C/CAN/CO/5-6, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2FCAN%2FCO%2F5-6&Lang=fr](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2FCAN%2FCO%2F5-6&Lang=fr), § 20-21. Le Rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme avait déjà déclaré que « le cas de Grassy Narrows [était] caractéristique de la situation des populations autochtones, qui ont été privées de vérité, de justice et de réparations pendant des décennies et qui ont vu leurs droits être violés sans que personne ne soit amené à rendre des comptes » [traduction non officielle]. Conseil des droits de l'homme, Visit to Canada, Report of the Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and wastes, 27 novembre 2020, A/HRC/45/12/Add.1, <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FHRC%2F45%2F12%2FAdd.1&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>, § 86.
- <sup>29</sup> Gouvernement du Canada, *Rapport d'avancement du Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées 2022*, 23 mai 2022, <https://ffada2eplus-plandactionnational.ca/fra/1670511213459/1670511226843>, p. 48.
- <sup>30</sup> C'est ce qu'ont montré les familles de Tatyanna Harrison, Noelle O'Soup et Chelsea Poorman en 2022 en attirant l'attention du public sur les manquements des forces de police, qui n'ont pas enquêté sur ces décès. Amnesty International et les familles de Sisters in Spirit, "MMIWG2S & police accountability press conference", 3 octobre 2022, <https://www.dropbox.com/scl/fo/bgiyqrsxr4r83cqhq2or5/h?dl=0&rkey=49fty6tepgs2zhflnroOrmw6m>.
- <sup>31</sup> Personnes s'identifiant comme deux esprits, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, en questionnement, intersexes et asexuelles plus, selon la définition du rapport d'avancement.
- <sup>32</sup> Gouvernement du Canada, *Rapport d'avancement du Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées 2022*, 23 mai 2022, <https://ffada2eplus-plandactionnational.ca/fra/1670511213459/1670511226843>. Voir également : Les Femmes Michif Otipemisiwak, "Les Femmes Michif Otipemisiwak responds to the 2022 progress report on the missing and murdered indigenous women girls and 2SLGBTQIA people national action plan", 3 juin 2022, <https://metiswomen.org/news-post/les-femmes-michif-otipemisiwak-responds-to-the-2022-progress-report-on-the-missing-and-murdered-indigenous-women-girls-and-2slgbtqia-people-national-action-plan/>. Voir également Association des femmes autochtones du Canada, *Annual Scorecard: MMIWG2S National Action Plan*, 3 juin 2022, [https://nwc.ca/assets-knowledge-centre/FEDERAL\\_ANNUAL\\_SCORECARD\\_ACTIONPLAN\\_2022\\_2022-06-03-132116\\_mfnq.pdf](https://nwc.ca/assets-knowledge-centre/FEDERAL_ANNUAL_SCORECARD_ACTIONPLAN_2022_2022-06-03-132116_mfnq.pdf).
- <sup>33</sup> Gouvernement du Canada, *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, juin 2019, <https://publications.gc.ca/site/eng/9.867043/publication.html>, Vol. 1b, p. 221-222.
- <sup>34</sup> The Tyee, "Lawsuits allege sexual harassment, assaults at Northern work camps", 3 juin 2022 <https://thetyee.ca/News/2022/06/03/Lawsuits-Allege-Sexual-Harassment-Assaults-Work-Camps/> ; CBC News, "Coastal GasLink, contractor deny liability for alleged sexual assault at pipeline work camp", 29 juin 2022, [cbc.ca/news/canada/british-columbia/coastal-gaslink-civil-suit-response-1.6503564](https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/coastal-gaslink-civil-suit-response-1.6503564).
- <sup>35</sup> Comité contre la torture, *Observations finales concernant le septième rapport périodique du Canada*, 21 décembre 2018, CAT/C/CAN/CO/7, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CAT%2FCAN%2FCO%2F7&Lang=fr](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CAT%2FCAN%2FCO%2F7&Lang=fr), § 50-51 ; Amnesty International, "Canada: Submission to the United Nations Committee Against Torture, Follow-Up, April 2020" (index : AMR 20/2099/2020), avril 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr20/2099/2020/en/> ; Id., *2022 Human Rights Agenda*, décembre 2022, *2022-Human-Rights-Agenda-Amnesty-International-Canada.pdf*, p. 53 ; Suzy Basile et Patricia Bouchard, *Consentement libre et éclairé et les stérilisations imposées de femmes des Premières Nations et Inuit au Québec*, novembre 2022, <https://files.csssngl.com/s/0PVHFaKlp8uw5oF>. Rarement signalées, les stérilisations forcées et contraintes font partie intégrante de l'assimilation forcée et touchent de manière disproportionnée les femmes noires, racialisées ou autochtones, les personnes en situation de handicap, les personnes 2ELGBTQIA, les enfants intersexes et les personnes vivant dans des institutions de santé. Voir : Sénat du Canada, *Les cicatrices que nous portons : la stérilisation forcée et contrainte de personnes au Canada*, partie II, juillet 2022, [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2022/sen/yc32-0/YC32-0-441-4-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2022/sen/yc32-0/YC32-0-441-4-fra.pdf), p. 11 ; Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, vol. 1a, juin 2019, <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>, p. 248, 288-292.
- <sup>36</sup> Gouvernement du Canada, Site Web de la législation, Loi sur les Indiens, L.R.C., 1985, c.I-5, dernière modification au 15 août 2019 <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5/> ; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Constatations adoptées par le Comité au titre du paragraphe 3 de l'article 7 du Protocole facultatif, concernant la communication no 68/2014, CEDAW/C/81/D/68/2014, <https://digitallibrary.un.org/record/3968023?ln=fr>.
- <sup>37</sup> Conseil des droits de l'homme, Visite au Canada, Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, 4 novembre 2019, A/HRC/41/42/Add.1, [https://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/41/42/Add.1](https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/41/42/Add.1), § 59-61, 95(m).
- <sup>38</sup> Gouvernement du Canada, Réforme du droit pénal en matière de prostitution : Projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation, Fiche d'information, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/c36fs.fi>. L'achat de services sexuels est un délit, tout comme faire de la publicité pour offrir de tels services, obtenir un avantage matériel de leur achat, amener une personne à en offrir et communiquer en vue d'en vendre.
- <sup>39</sup> Amnesty International, *Submission to the House of Commons Standing Committee on Justice and Human Rights: Review of the Protection of Communities and Exploited Persons Act (PCEPA)*, 25 février 2022, <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/JUST/Brief/BR11643817/br-external/AmnestyInternational-e.pdf> ; id., *Position d'AI relative à l'obligation des états de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains des travailleuses et travailleurs du sexe* (index : POL 30/4062/2016), 26 mai 2016.
- <sup>40</sup> Ibid. ; Butterfly, *A Pathway to End Violence Against Migrant Sex Workers: Access, Safety, Dignity and Justice*, 2020, 576a91ec-4a76-459b-8d05-4ebbf42a0a7e.filesusr.com/ugd/5bd754\_d680b25295cb40bdbbcc03f34a88c267.pdf.

<sup>41</sup> Gouvernement du Canada, *Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour la coopération en matière d'examen des demandes de statut de réfugiés présentées par des ressortissants de pays tiers*, 5 décembre 2022, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/mandate/policies-operational-instructions-agreements/safe-third-country-agreement/final-text.html>. Cette entente interdit à la plupart des personnes arrivant au Canada par voie terrestre d'y demander asile.

<sup>42</sup> Ces conditions sont par exemple la détention à l'isolement, des soins de santé inadaptés, de faibles températures, une nourriture et une eau insuffisantes, des repas non conformes aux convictions religieuses et des temps de promenade limités, voire inexistantes. Le taux d'agressions sexuelles est en outre extrêmement élevé dans les lieux de détentions. Voir : Cour suprême du Canada, *Canadian Council for Refugees and others v. Minister of Citizenship and Immigration and others*, SCC File No 39749, Factum of the Appellants, 14 mars 2022, [scc-csc.ca/WebDocuments-DocumentsWeb/39749/FM010\\_Appellant\\_Canadian-Council-for-Refugees-et-al.PDF](https://www.scc-csc.ca/WebDocuments-DocumentsWeb/39749/FM010_Appellant_Canadian-Council-for-Refugees-et-al.PDF).

<sup>43</sup> L'Entente sur les tiers pays sûrs a été contestée devant la Cour suprême du Canada au motif qu'elle porte atteinte aux droits à la liberté, à la sécurité de la personne et à l'égalité ainsi qu'au principe de « non-refoulement ». La Cour suprême n'a pas encore rendu sa décision. Ibid., § 54 et 112. Selon le droit international, le Canada ne peut pas renvoyer directement ou indirectement des réfugié-e-s vers un territoire où ils risquent de subir de graves atteintes aux droits humains. Voir, par exemple, Cour suprême du Canada, *Németh c. Canada (ministre de la Justice)*, 25 novembre 2010, 2010 CSC 56, <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/7899/index.do>, § 19 ; Convention des Nations unies contre la torture, article 3 ; Convention relative au statut des réfugiés, Article 33.

<sup>44</sup> De nombreuses personnes sont entrées au Québec par le chemin Roxham. Gouvernement du Canada, CIMM – Asile et Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS) – 12 mai 2022, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/transparence/comites/cimm-12-mai-2022/asile-entente-tiers-pays-etps.html>. Voir également : Montreal Gazette, "Roxham Rd. asylum seekers are being transferred to Ontario, Québec reveals", 14 février 2023, <https://montrealgazette.com/news/local-news/roxham-rd-asylum-seekers-are-being-transferred-to-ontario-quebec-reveals> ; CTV News, "Safe Third Country Agreement is 'working' despite surge in irregular crossings: minister", 15 janvier 2023, <https://www.ctvnews.ca/politics/safe-third-country-agreement-is-working-despite-surge-in-irregular-crossings-minister-1.6231216>.

<sup>45</sup> Voir, par exemple, Amnesty International, "Why Roxham Road crossing is really a problem" 23 mars 2023, <https://amnesty.ca/human-rights-news/why-roxham-road-problem/>. Voir également : Gouvernement du Canada, Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs, mis à jour le 24 mars 2023, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat/politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/entente-tiers-pays-surs.html>. La frontière terrestre entre le Canada et les États-Unis n'étant pas entièrement surveillée, des personnes risquent de mettre leur vie en danger en tentant de traverser en plein hiver dans des lieux extrêmement isolés, par exemple, ou en faisant appel à des passeurs. En 2022, cinq personnes sont décédées en essayant de traverser la frontière entre le Canada et les États-Unis : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1855927/etats-unis-canada-immigration-illegale> ; <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1946465/frontiere-canada-etats-unis-demandeurs-asile-immigration>.

<sup>46</sup> De nombreux organes conventionnels des Nations unies ont demandé au Canada de créer un mécanisme indépendant chargé de superviser l'action de l'Agence des services frontaliers du Canada et de mener des enquêtes. Voir, par exemple, Comité des droits de l'enfant, Observations finales concernant le rapport du Canada valant cinquième et sixième rapports périodiques, 23 juin 2022, doc. ONU CRC/C/CAN/CO/5-6, § 42(e). Le Canada a présenté un projet de loi (actuellement en deuxième lecture) visant à établir une commission d'indépendance pour contrôler les activités de l'Agence des services frontaliers du Canada. L'organe proposé ne pourrait cependant pas réellement surveiller le respect des droits des personnes détenues dans les prisons provinciales et ne traiterait pas nombre de préjudices et violations qui font partie intégrante du système de détention pour motifs migratoires, comme le fait de détenir des personnes dans des prisons provinciales en raison de leur situation au regard de la législation sur l'immigration, ce qui constitue une infraction aux normes internationales. Canada, Projet de loi c-20, Loi établissant la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public et modifiant certaines lois et textes réglementaires, <https://www.parl.ca/legisinfo/fr/projet-de-loi/44-1/c-20>.

<sup>47</sup> Quatre provinces ont annoncé qu'elles allaient cesser de détenir des personnes pour motifs migratoires dans leurs prisons et plusieurs se sont inquiétées de cette pratique. Voir, par exemple : Gouvernement de Colombie-Britannique, "Minister's statement on ending immigration detention arrangement with CBSA", 21 juillet 2022, <https://news.gov.bc.ca/releases/2022PSSG0050-001139> ; gouvernement de l'Alberta, "Alberta ends agreement to hold immigration detainees", 18 janvier 2023, <https://www.alberta.ca/release.cfm?xID=86398B767B343-B7BD-D4D9-199029E4EB0872D3> ; Amnesty International, "Canada: Nova Scotia to end immigration detention in provincial jails", 21 septembre 2022, <https://www.amnesty.ca/news/uncategorized/nova-scotia-to-end-immigration-detention-in-provincial-jails/> ; id., "Manitoba becomes 4<sup>th</sup> province to say it will end immigration detention", 24 octobre 2022, <https://www.amnesty.ca/blog/manitoba-becomes-4th-province-to-say-it-will-end-immigration-detention/>.

<sup>48</sup> La période de détention pour motifs migratoires la plus longue a duré plus de 11 ans et concernait un homme atteint de troubles mentaux. Id., *Canada. « Je ne me sentais pas comme un être humain » : La détention des personnes migrantes au Canada et son impact en matière de santé mentale* (index : AMR 20/4195/2021), 17 juin 2021, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr20/4195/2021/fr/>, p. 91.

<sup>49</sup> Les personnes noires et autres personnes racisées semblent par exemple être détenues pendant de plus longues périodes et souvent dans des prisons provinciales plutôt que dans des centres de surveillance de l'immigration. Les personnes atteintes de troubles mentaux sont soumises à des traitements disproportionnellement coercitifs et sont plus souvent détenues dans des prisons provinciales et à l'isolement. Ibid.

<sup>50</sup> Human Rights Watch, « Des décès mettent en lumière l'inhumanité du système de détention de migrants au Canada », 27 janvier 2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/01/27/des-deces-mettent-en-lumiere-linhumanite-du-systeme-de-detention-de-migrants-au>.

<sup>51</sup> LégisQuébec, *Règlement sur la contribution réduite*, modifié le 1<sup>er</sup> août 2022, S-4.1.1, r. 1, <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/rc/S-4.1.1.%20r.%201>. En mai 2022, la Cour supérieure du Québec a annulé cette disposition de manière à rétablir l'accès. Voir : Cour supérieure du Québec, *Kanyinda c. Procureur général du Québec*, 25 mai 2022, 2022 QCCS 1887, <https://canlii.ca/t/jpdm0>.

<sup>52</sup> Le gouvernement québécois a adressé une directive aux garderies subventionnées indiquant qu'elles ne devaient pas suivre la décision de la cour, mais continuer d'exclure les familles demandeuses d'asile de l'accès à leurs services. Gouvernement du Québec, ministère de la Famille, 25 mai 2022, courrier électronique à l'attention des garderies subventionnées.

<sup>53</sup> Plusieurs organes des Nations unies ont demandé au Canada d'accorder aux migrant-e-s en situation irrégulière un accès aux services de santé de base. Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le sixième rapport périodique du Canada, 13 août 2015, doc. ONU CCRP/C/CAN/CO/6, § 12 ; Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observations finales concernant le sixième rapport périodique du Canada, 23 mars 2016, doc. ONU E/C.12/CAN/CO/6, § 50 ; Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Observations finales concernant le rapport du Canada valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques, doc. ONU CERD/C/CAN/CO/21-23, 31 août 2017, § 34(f). Le Comité a conclu que le refus du Canada d'accorder à Nell Toussaint l'accès à une couverture maladie dans le cadre du Programme fédéral de santé intermédiaire

en raison de sa situation irrégulière en matière d'immigration constituait une violation du droit à la vie et à l'égalité de la victime. Comité des droits de l'homme, Constatations adoptées par le Comité au titre de l'article 5 (par. 4) du Protocole facultatif, concernant la communication n° 2348/2014, 30 août 2018, doc. ONU CCRP/C/123/D/2348/2014.

<sup>54</sup> Gouvernement du Canada, *Response of the Government of Canada to the Views of the Human Rights Committee Concerning Communication No. 2348/2014 Submitted by Nell Toussaint*, 1<sup>er</sup> février 2019, <https://www.socialrights.ca/2019/CanadaToussaintResponseonImpl.pdf>.

<sup>55</sup> Nell Toussaint a poursuivi l'État en justice au motif qu'il privait les migrant-e-s en situation irrégulière d'accès aux soins de santé essentiels, en dépit de l'opinion du Comité des droits de l'homme. En août 2022, un tribunal canadien a rejeté la tentative de l'État d'annuler la demande de Nell Toussaint et fait remarquer que la réaction du Canada constituait « un argument voilé aux relents de stéréotype attentatoire évoquant l'idée selon laquelle des personnes immigreraient au Canada pour saigner à blanc le système de protection sociale » [traduction non officielle]. Cour supérieure de justice de l'Ontario, *Toussaint v. Canada (Attorney General)*, 2022 ONSC 4747, 17 août 2022, <https://canlii.ca/t/jrhjf>. Le litige est toujours en cours. Nell Toussaint est décédé en janvier 2023.

<sup>56</sup> Les permis de travail fermés sont liés à un unique employeur et la perte du permis (causée par l'employeur) se traduit par une perte de statut. Les personnes ayant un permis de travail fermé craignent d'éventuelles représailles de leur employeur et sont donc moins susceptibles de porter plainte si celui-ci porte atteinte à leurs droits. Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes et FCJ Refugee Centre, *It Happens Here: Labour Exploitation of Migrant Workers During the Pandemic*, 15 février 2023, <http://www.canadiancentretoendhumantrafficking.ca/wp-content/uploads/2023/02/CCTEHT-%E2%80%93Labour-Trafficking-Report-ENG-1.pdf>; Beatson, Jesse et Jill Hanley (pour CATHII), *L'exploitation des travailleurs étrangers chez nous : Examen de l'exploitation de la main-d'œuvre et du travail forcé au Canada*, août 2015, [www.cathii.org/sites/www.cathii.org/files/l'exploitation\\_des\\_travailleurs\\_etrangers\\_chez\\_nous.pdf](http://www.cathii.org/sites/www.cathii.org/files/l'exploitation_des_travailleurs_etrangers_chez_nous.pdf); Conseil canadien pour les réfugiés, *La traite de personnes à des fins de travail forcé*, octobre 2020, <https://ccrweb.ca/sites/ccrweb.ca/files/trafficking-in-persons-for-forced-labour--backgroundunder-fr-web.pdf>; Holman, Stephanie et Godden, Mason, *Literature on Labour Trafficking in Canada*, 19 septembre 2022, [https://gflc.ca/wp-content/uploads/2020/10/lit-review\\_final-draft.pdf](https://gflc.ca/wp-content/uploads/2020/10/lit-review_final-draft.pdf).

<sup>57</sup> Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées, Programme des travailleurs étrangers temporaire : Rapport du Comité permanent, 42<sup>e</sup> lég., 1<sup>re</sup> sess., septembre 2016, (président : Bryan May), <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/HUMA/Reports/RP8374415/humarp04/humarp04-f.pdf>; <http://irpp.org/wp-content/uploads/assets/research/diversity-immigration-and-integration/new-research-article-3/IRPP-Study-no5.pdf>; Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, *The Status of Migrant Agricultural Workers in Canada, 2022*, [https://ufcw.ca/templates/ufcwcanada/images/Agriculture\\_Workers/2022/Migrant-Workers-Report-2022-V6-EN.pdf](https://ufcw.ca/templates/ufcwcanada/images/Agriculture_Workers/2022/Migrant-Workers-Report-2022-V6-EN.pdf); Marie Carpentier (CDPDJ), *La discrimination systémique à l'égard des travailleuse et travailleurs migrants*, décembre 2011, [www.cdpcj.gc.ca/storage/app/media/publications/Avis\\_travailleurs\\_immigrants.pdf](http://www.cdpcj.gc.ca/storage/app/media/publications/Avis_travailleurs_immigrants.pdf).

<sup>58</sup> Assemblée générale des Nations unies, Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018, 11 janvier 2019, doc. ONU A/RES/73/195, 73<sup>e</sup> session, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/452/00/PDF/N1845200.pdf?OpenElement>.

<sup>59</sup> Gouvernement du Canada, Patrimoine canadien, *Construire une fondation pour le changement : La stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2019-2022*, <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/mobilisation-contre-racisme/strategie-contre-racisme.html>.

<sup>60</sup> Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès*, 2019, [https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers\\_clients/Rapport/Rapport\\_final.pdf](https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Rapport_final.pdf).

<sup>61</sup> Commission canadienne des droits de la personne, Présentation au groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, juin 2021, <https://www.chrc-ccdp.gc.ca/fr/ressources/publications/presentation-au-groupe-de-travail-dexperts-sur-les-personnes-dascendance>.

<sup>62</sup> Les quatre groupes désignés sont les femmes, les minorités visibles, les peuples autochtones et les personnes en situation de handicap. Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44, s. 2. La loi « a pour objet de réaliser l'égalité en milieu de travail de façon que nul ne se voie refuser d'avantages ou de chances en matière d'emploi pour des motifs étrangers à sa compétence ».

<sup>63</sup> Par exemple, si toutes les minorités visibles semblent faire l'objet de discrimination au sein de la fonction publique fédérale, les candidat-e-s noirs sont ceux qui connaissent la plus grande diminution de représentation entre l'étape de la demande d'emploi et celle de la nomination. Commission de la fonction publique du Canada, *Vérification portant sur la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi lors du recrutement*, <https://www.canada.ca/fr/commission-fonction-publique/services/publications/verification-representation-groupes-vises-equite-matiere-demploi-lors-du-recrutement.html>. Les personnes noires sont disproportionnellement sous-représentées aux postes de cadres supérieurs : alors qu'elles constituent 3,8 % des employé-e-s de la fonction publique fédérale, elles ne représentent que 1,9 % des cadres supérieurs. Voir : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Répartition des employés de la fonction publique du Canada par sous-groupe désigné et catégorie professionnelle – Membres des minorités visibles*, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/innovation/statistiques-ressources-humaines/statistiques-diversite-inclusion/repartition-employes-fonction-publique-canada-sous-groupe-designe-categorie-professionnelle-cmnoirites-visibles.html>. Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine des Nations unies a également remarqué l'absence de mesures dirigées spécialement aux Afro-Canadien-ne-s dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Voir : Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur sa mission au Canada, 16 août 2017, doc. ONU A/HRC/36/60/Add.1, <https://digitallibrary.un.org/record/1304262>, § 19.

<sup>64</sup> Le Groupe de travail a noté qu'au Canada, les femmes noires étaient particulièrement marginalisées. Voir : id., § 67.

<sup>65</sup> Le recours a été intenté au nom d'employé-e-s actuels de la fonction publique fédérale, d'anciens employé-e-s et d'anciens candidat-e-s. Le gouvernement a demandé à ce que la plainte soit rejetée. Cour fédérale, *Nicholas Marcus Thompson et al v. Her Majesty the Queen*, Court File T-1458-20, Fresh as Amended Statement of Claim, 13 mai 2021, <https://www.blackclassaction.ca/statement-of-claim>.

<sup>66</sup> La plainte a été présentée à la rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Voir : Recours collectif noir, "BCAS submits historic complaint to the United Nations against Canada", 28 septembre 2022, <https://www.blackclassaction.ca/post/un-complaint>.

<sup>67</sup> David Thurton, "Ottawa says Human Rights Commission discriminated against its Black employees", 16 mars 2023, <https://www.cbc.ca/news/politics/canadian-human-rights-commission-black-racialized-1.6780794>; David Thurton, "Human Rights Commission acknowledges it has been dismissing racism complaints at a higher rate",

<https://www.cbc.ca/news/politics/canadian-human-rights-commission-racism-1.6785734>.

<sup>68</sup> En juin 2022, le service de police de Toronto a publié les résultats d'une collecte de données sur les questions raciales menée en 2020. Les personnes noires et autochtones avaient plus de probabilité de faire l'objet d'un recours à la force lors des interventions concernant des « personnes en crise ». Les personnes autochtones subissaient des fouilles au corps de manière disproportionnée par rapport au taux d'arrestation. Toronto Police Service, *Race & Identity Based Data Collection Strategy: Understanding Strip Searches In 2020 Methodological Report*, octobre 2022, [tps://media/filer\\_public/e4/b1/e4b1b125-2a2e-4d69-ad02-77ab3f3d5878/4e217e01-3cd6-4fe8-8898-39cf8693e871.pdf](https://media/filer_public/e4/b1/e4b1b125-2a2e-4d69-ad02-77ab3f3d5878/4e217e01-3cd6-4fe8-8898-39cf8693e871.pdf), p. 17-18 ; Hassaoui, Mariam et Massimiliano Mulone, *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*, 2019, <https://cridaq.ugam.ca/publication/les-interpellations-policieres-a-la-lumiere-des-identites-racisees-des-personnes-interpellees/>.

<sup>69</sup> Les personnes noires représentent 9,2 % de la population carcérale, alors qu'elles ne constituent que 3,5 % de la population canadienne. La plupart des personnes noires emprisonnées sont de jeunes hommes, la proportion la plus élevée concernant les hommes de 18 à 30 ans (38 %). En dépit de taux de récidive plus faibles, les personnes noires ont plus de probabilité d'être considérées comme présentant un risque plus élevé et de purger une plus grande partie de leur peine à un niveau de sécurité supérieure. Les personnes noires risquent également davantage d'être exposées au recours à la force, indépendamment des autres facteurs entrant en ligne de compte, comme l'âge, le genre ou la peine prononcée. Bureau de l'enquêteur correctionnel, *Rapport annuel 2021-2022*, 30 juin 2022, <https://oci-bec.gc.ca/cnt/rpt/annrpt/annrpt20212022-fra.aspx>.

<sup>70</sup> Les personnes autochtones sont également surreprésentées dans le système pénitentiaire fédéral. Elles représentent 28 % des personnes condamnées et près d'un tiers des personnes incarcérées au niveau fédéral, alors que seulement 5 % des adultes au Canada sont autochtones. Les femmes autochtones sont l'une des catégories de population dont le nombre augmente le plus rapidement dans les établissements pénitentiaires fédéraux du Canada. Le 28 août 2022, la proportion de femmes autochtones incarcérées a atteint pour la première fois 50 % du nombre total de femmes condamnées au niveau fédéral. Sur l'ensemble des femmes enfermées dans des quartiers de sécurité maximale, près de 65 % sont autochtones.

<sup>71</sup> Gouvernement du Canada, Bureau de l'enquêteur correctionnel, *Rapport annuel 2021-2022*, 30 juin 2022, <https://oci-bec.gc.ca/cnt/rpt/annrpt/annrpt20212022-fra.aspx>. D'après le rapport, 29 des 45 (64,5 %) femmes classées au niveau de sécurité maximale sont autochtones.

<sup>72</sup> Ministère canadien de la Justice, « Mobilisation des partenaires autochtones afin de lutter contre la discrimination systémique et la surreprésentation dans le système de justice canadien », 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.canada.ca/fr/ministere-justice/nouvelles/2022/10/mobilisation-des-partenaires-autochtones-afin-de-lutter-contre-la-discrimination-systemique-et-la-surrepresentation-dans-le-systeme-de-justice-cana.html>. Voir également : Gouvernement du Canada, *Stratégie en matière de justice autochtone*, 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://justice.gc.ca/fra/sjc-csi/dja-ijr/sja-ijis/index.html>. En janvier, le Canada a signé un protocole d'entente avec la Colombie-Britannique et le BC First Nations Justice Council (BCFNJC) destiné à soutenir la mise en œuvre de la stratégie en matière de justice applicable aux Premières Nations de la Colombie-Britannique et à réduire la surreprésentation des peuples autochtones dans le système pénal de la province. Le Canada aidera également le Métis Justice Institute de la Fédération métisse du Manitoba à s'attaquer à la surreprésentation des Métis de la rivière Rouge dans les prisons du Manitoba. Ministère canadien de la Justice, « Le Canada, la Colombie-Britannique et le BC First Nations Justice Council travailleront ensemble à la revitalisation des traditions juridiques autochtones et à la lutte contre le racisme systémique en Colombie-Britannique », 20 janvier 2022, <https://www.canada.ca/fr/ministere-justice/nouvelles/2022/01/le-canada-la-colombie-britannique-et-le-bc-first-nations-justice-council-travailleront-ensemble-a-la-revitalisation-des-traditions-juridiques-autoc.html> ; BCFNJC, « The BC first Nations Justice Strategy », 6 mars 2020, [bcfnjc.com/landing-page/justice-strategy/](https://bcfnjc.com/landing-page/justice-strategy/) ; ministère canadien de la Justice, « S'attaquer à la surreprésentation des Métis de la rivière Rouge dans le système de justice au Manitoba », 11 octobre 2022, <https://www.canada.ca/fr/ministere-justice/nouvelles/2022/10/sattaquer-a-la-surrepresentation-des-metis-de-la-riviere-rouge-dans-le-systeme-de-justice-au-manitoba.html>.

<sup>73</sup> Une des solutions alternatives à l'incarcération est l'emprisonnement avec sursis, qui permet de purger la peine dans la collectivité plutôt que dans un établissement correctionnel. En 2020, la Cour d'appel de l'Ontario a jugé qu'il était contraire à la Constitution de ne pas permettre l'application de peines avec sursis pour certaines infractions tombant sous le coup d'une peine minimale d'emprisonnement obligatoire, car cela renforçait, perpétuait ou exacerbait les désavantages que subissaient les contrevenant.e.s autochtones. En novembre 2022, la Cour Suprême du Canada a annulé cet arrêt, jugeant que l'intimée ne s'était pas acquittée du fardeau de la preuve qui lui incombait. Celle-ci, mère célibataire d'ascendance ojibwée faisant partie de la Première Nation de Saugeen, et d'autres personnes reconnues coupables de certaines infractions pénales, ne pouvait donc pas se voir octroyer un sursis. En novembre 2022, le projet de loi C-5 a été adopté. Il abroge certaines peines minimales, mais ne permet pas aux juges d'accorder un sursis pour toutes les infractions, contrairement à ce que recommande l'appel à l'action n° 32 de la Commission de vérité et de réconciliation. Cour d'appel de l'Ontario, *R. c. King*, 2022 ONCA 665, 26 septembre 2022, <https://www.canlii.org/fr/on/onca/doc/2022/2022onca665/2022onca665.html> ; Cour d'appel de l'Ontario, *R. v. Sharma*, 2020 ONCA 478, 24 juillet 2020, <https://coadecisions.ontariocourts.ca/coa/coa/en/item/18930/index.do>, § 89 ; Cour suprême du Canada, *R. c. Sharma*, 2022 SCC 39, 4 novembre 2022, <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/19540/index.do> ; Parlement du Canada, *Projet de loi C-5, Loi modifiant le Code criminel et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, 17 novembre 2022, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-5/sanction-royal> ; ministère canadien de la Justice, « Projet de loi C-5 : abrogation des peines minimales obligatoires », 12 juillet 2021, <https://www.canada.ca/fr/ministere-justice/nouvelles/2021/12/abrogation-des-peines-minimales-obligatoires.html> ; Canada's National Observer, « One-third of Canada's mandatory minimums have been repealed, but advocates don't believe it will lessen incarceration crisis », 22 novembre 2022, <https://www.nationalobserver.com/2022/11/22/news/third-canada-mandatory-minimums-repealed-advocates-incarceration-crisis> ; Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Appels à l'action*, 2015, [https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/4-Appels\\_a\\_l>Action\\_French.pdf](https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/4-Appels_a_l>Action_French.pdf), p. 4.

<sup>74</sup> Hassaoui, Mariam et Massimiliano Mulone, *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*, 2019, [http://classiques.ugac.ca/contemporains/armony\\_victor/Interpellations\\_policieres\\_Mtl/Interpellations\\_policieres\\_Mtl.html](http://classiques.ugac.ca/contemporains/armony_victor/Interpellations_policieres_Mtl/Interpellations_policieres_Mtl.html).

<sup>75</sup> Gouvernement du Canada, Bureau de l'enquêteur correctionnel, « Les Autochtones sous garde fédérale dépassent les 30 % – Énoncé des enjeux et défi de l'enquêteur correctionnel », 21 janvier 2020, <https://www.oci-bec.gc.ca/cnt/comm/press/press20200121-fra.aspx>.

<sup>76</sup> Basile, Suzy et Patricia Bouchard, *Consentement libre et éclairé et les stérilisations imposées de femmes des Premières Nations et Inuit au Québec*, novembre 2022, <https://cssspnql.com/produit/consentement-libre-et-eclairer-et-les-sterilisations-imposees-de-femmes-des-premieres-nations-et-inuit-au-quebec/>.

<sup>77</sup> Eid, Paul (CDPDJ), « Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées : résultats d'un "testing" mené dans le grand Montréal », mai 2012, [www.cdpedj.qc.ca/storage/app/media/publications/etude\\_testing\\_discrimination\\_emploi.pdf](http://www.cdpedj.qc.ca/storage/app/media/publications/etude_testing_discrimination_emploi.pdf) ; The Conference Board of Canada, « L'écart salarial selon l'origine ethnique », avril 2017, [www.conferenceboard.ca/hcp/racial-gap-fr.aspx/](http://www.conferenceboard.ca/hcp/racial-gap-fr.aspx/) ; Radio Canada, « Les employés du secteur public québécois sont trop blancs », 31 janvier 2018, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1081205/minorites-visibles-Quebec-employes-fonction->

publique-organismes-diversite ; The Diversity Institute, *Les femmes et les groupes racialisés en postes de haute direction : grande région métropolitaine de Montréal*, 2019, [www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/DiversityLeads\\_Montreal\\_FR.pdf](http://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/DiversityLeads_Montreal_FR.pdf).

<sup>78</sup> LégisQuébec, Loi sur la laïcité de l'État, mise à jour le 15 octobre 2022, c. L-0.3, <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/l-0-3>.

<sup>79</sup> Amnistie internationale Canada francophone, *Aperçu 2022 des Droits Humains au Canada*, 2022, [https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-09/AI-Apercu\\_Droits\\_Humains\\_2022-Final.pdf](https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-09/AI-Apercu_Droits_Humains_2022-Final.pdf).

<sup>80</sup> La Cour supérieure du Québec a déclaré inopérants plusieurs articles de la Loi au motif qu'ils violaient la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. Voir : Cour supérieure du Québec, *Hak c. Procureur général du Québec*, 2021 QCCS 1466, <https://www.canlii.org/fr/qc/qccs/doc/2021/2021qccs1466/2021qccs1466.html>.

<sup>81</sup> En octobre 2022, le Service de police d'Edmonton a présenté des excuses pour avoir publié un portrait-robot élaboré à partir du phénotypage de l'ADN d'un suspect noir dans une affaire d'agression sexuelle, car les images créées à l'aide de cette technologie constituent un profilage ethnique. En juillet 2022, la Cour fédérale du Canada a accordé un contrôle judiciaire à l'encontre d'une décision de 2020 ayant annulé le statut de réfugiée de deux Somaliennes au motif que les logiciels de reconnaissance faciale étaient susceptibles de commettre des erreurs d'identification. Amnesty International, *The 2022 Human Rights Agenda: Recentering Human Rights in Canada*, décembre 2022, <https://www.amnesty.ca/what-you-can-do/2022-human-rights-agenda-for-canada/> ; Cour fédérale du Canada, *Barre c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2022 CF 1078, 20 juillet 2022, <https://www.canlii.org/fr/ca/ctpi/doc/2022/2022cf1078/2022cf1078.html>, § 56 et 70 ; Chambre des communes du Canada, *Rapport du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique*, octobre 2022, <https://ourcommons.ca/DocumentViewer/fr/44-1/ETHI/rapport-6>.

<sup>82</sup> Ibid.

<sup>83</sup> Institut climatique du Canada, Ingrid Waldron, *Racisme environnemental et les changements climatiques : déterminants de la santé dans les communautés mi'kmaq et afro-néo-écossaises*, 22 juillet 2021, <https://institutclimatique.ca/publications/racisme-environnemental-et-les-changements-climatiques/> ; Commission ontarienne des droits de la personne, « Déclaration de la CODP sur les droits de la personne, les vagues de chaleur extrême et la climatisation », 19 août 2022, [https://www.ohrc.on.ca/fr/centre\\_des\\_nouvelles/d%C3%A9claration-de-la-codp-sur-les-droits-de-la-personne-les-vagues-de-chaleur-extr%C3%Aame-et-la](https://www.ohrc.on.ca/fr/centre_des_nouvelles/d%C3%A9claration-de-la-codp-sur-les-droits-de-la-personne-les-vagues-de-chaleur-extr%C3%Aame-et-la) ; Bureau des coroners de la Colombie-Britannique, *Extreme Heat and Human Mortality: A Review of Heat-Related Deaths in B.C. in Summer 2021*, 7 juin 2022, <https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/birth-adoption-death-marriage-and-divorce/deaths/coroners-related-death-review-panel/extreme-heat-death-review-panel-report.pdf>.

<sup>84</sup> Amnesty internationale Canada francophone, *Urgence climatique en territoire Innu*, AMR 20/6175/2022, p. 13, [https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-11/AICFR-Rapport\\_Pessamit.pdf](https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-11/AICFR-Rapport_Pessamit.pdf). En février 2023, la Première Nation Atikamekw de Manawan, la Première Nation de Grassy Narrows, la Nation Innu de Pessamit, la Nation Tsleil-Waututh, la Nation Wet'suwet'en et Amnesty International ont adressé une lettre commune au rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones pour attirer son attention, entre autres, sur le fait que les défenseur-e-s des terres autochtones soient traités comme des délinquants et que le Canada ne respecte pas son obligation d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, des peuples autochtones. Le 13 décembre 2019, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a en outre émis une décision dans laquelle il demandait au Canada de suspendre l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain et la construction du barrage du site C et du gazoduc Coastal Gaslink jusqu'à obtention du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, des peuples autochtones concernés, en particulier de la Nation Tsleil-Waututh, de la Nation Wet'suwet'en, de la Nation Secwépemc, de la Nation de West Moberly et de la Nation de Prophet River. Voir : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Prevention of Racial Discrimination, including Early Warning and Urgent Action Procedure, *Decision 1 (100)*, 100<sup>e</sup> Session, 25 novembre – 13 décembre 2019, [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en).

<sup>85</sup> Cour d'appel fédérale du Canada, *Tsleil-Waututh Nation c. Canada (Procureur général)*, 30 août 2018, 2018 FCA 153, <https://www.canlii.org/fr/ca/caf/doc/2018/2018caf153/2018caf153.html>, § 756.

<sup>86</sup> Gouvernement du Canada, Régie de l'énergie du Canada, « Le gouvernement du Canada approuve le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain », 18 juin 2019, <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/demandes-audiences/voir-demandes-projets/agrandissement-reseau-trans-mountain/le-gouvernement-canada-approuve-projet-dagrandissement-reseau-trans-mountain.html> ; gouvernement du Canada, ministère des Finances, « Le point sur le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain », 11 mai 2022, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2022/05/le-point-sur-le-projet-dagrandissement-du-reseau-de-trans-mountain.html>.

<sup>87</sup> Will George a été condamné en 2022 par la Cour suprême de Colombie-Britannique à 28 jours de prison pour avoir défendu son obligation sacrée de protéger les terres et les eaux de la Nation Tsleil-Waututh. Un recours a été formé contre cette décision devant la Cour d'appel de Colombie-Britannique le 24 janvier 2023. L'affaire en encore en instance. Nation Tsleil-Waututh, "Tsleil-Waututh Nation Stands With Nation Member Will George Upon His 28-Day Jail Sentence", 11 mai 2022, <https://twnsacredtrust.ca/tsleil-waututh-nation-stands-with-nation-member-will-george-upon-his-28-day-jail-sentence/> ; Cour suprême de Colombie-Britannique, *Trans Mountain Pipeline ULC v. Mivasair*, 15 octobre 2021, 2021 BCSC 2658, <https://canlii.ca/t/jp4vc> ; id., *Trans Mountain Pipeline ULC v. Mivasair*, 2022 BCSC 791, 10 mai 2022, <https://canlii.ca/t/jp5d4>, § 45 et 67.

<sup>88</sup> Le gazoduc Coastal Gaslink a été approuvé par la Commission du pétrole et du gaz de la Colombie-Britannique et bénéficie du soutien du gouvernement du Canada et de la Colombie-Britannique, alors que les chef-fe-s héréditaires Wet'suwet'en (autorités de la Nation selon le droit Wet'suwet'en et comme l'a confirmé la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Delgamuukw*) se sont opposés à sa construction. Le gouvernement canadien et la Colombie-Britannique ont harcelé, intimidé, expulsé de force et poursuivi en justice des défenseur-e-s des terres, des chef-fe-s héréditaires et des matriarches Wet'suwet'en grâce à une série d'ordonnances permettant des interventions policières militarisées sur leur territoire. TC Energy, "Coastal GasLink Pipeline Project Receives All Remaining BC Oil and Gas Commission Construction Permits", 5 mai 2016 ; Coastal GasLink, "About Coastal GasLink" ; gouvernement du Canada, « Le gouvernement du Canada confirme son soutien au plus important investissement privé de l'histoire canadienne », 24 juin 2019 ; Cour suprême du Canada, *Delgamuukw c. Colombie-Britannique*, [1997] 3 RCS 1010, <https://www.canlii.org/fr/ca/csc/doc/1997/1997canlii302/1997canlii302.html> ; Amnesty International, "Canada: Indigenous land defenders criminalized, surveilled and harassed as pipeline construction continues on Wet'suwet'en territory", 6 janvier 2023 ; Cour suprême de Colombie-Britannique, *Coastal GasLink Pipeline Ltd. v. Huson*, 2019 BCSC 2264, <https://canlii.ca/t/j49x4>, § 35. Trois interventions policières de grande ampleur menées en janvier 2019, février 2020 et novembre 2021 ont conduit à l'arrestation et la détention de 74 personnes, dont des observateur-trices et des professionnel-le-s des médias. En juin 2022, des membres de la Nation Wet'suwet'en ont intenté une action au civil contre la Province de Colombie-Britannique, des membres de la Gendarmerie royale du Canada, l'entreprise de sécurité privée Forsythe et Coastal Gaslink. Ils ont demandé des dommages-intérêts pour intimidation, coups et blessures, arrestation illicite, séquestration et violation du droit de propriété. Pour les décisions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et les courriers suivants, voir : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Prevention of Racial Discrimination, including



Early Warning and Urgent Action Procedure, *Decision 1 (100)*, 100<sup>e</sup> Session, 25 novembre – 13 décembre 2019 ; id., *Letter to the State of Canada*, CERD/EWUAP/102ndsession/2020/MJ/CS/ks, 24 novembre 2020 ; id., *Letter to the State of Canada*, CERD/EWUAP/106th session/2022/MJ/CS/ks, 29 avril 2022. Dans sa lettre d'avril 2022, le Comité regrette que le Canada n'ait pas encore soumis ses 21<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> rapports périodiques, que l'État devait présenter en novembre 2021 et dans lesquels il aurait dû « fournir des informations sur les mesures prises pour répondre aux inquiétudes soulevées dans la décision du Comité du 13 décembre 2019 et dans sa lettre du 24 novembre 2020 ». Le Comité a prié le Canada de répondre à ces trois courriers avant le 15 juillet 2022.

<sup>89</sup> Amnesty International, *Nous sommes à la merci d'un raz de marée. Récits de la crise climatique*, IOR 40/6145/2022, 3 novembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/ior40/6145/2022/fr/>. En février 2023, Amnesty International Canada et plusieurs peuples autochtones ont présenté une communication commune au rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones demandant à ce que le Canada respecte les droits culturels dans le contexte de la crise climatique et accorde pleinement réparation (dont une indemnisation financière suffisante) aux Innus de Pessamit pour la perte d'usage de leur territoire. Amnesty International, "Canada: Upcoming Visit of the Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples", 1<sup>er</sup> février 2023.

<sup>90</sup> L'entente de règlement concernant l'eau potable a été approuvée par la Cour fédérale du Canada. Cour fédérale du Canada, *Nation des Cris de Tatakweyak c. Canada* (Procureur général), 22 décembre 2021, 2021 CF 1415, <https://decisions.fct-cf.gc.ca/fc-cf/decisions/fr/item/518530/index.do>.

<sup>91</sup> Gouvernement du Canada, Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations, 2013, abrogée le 23 juin 2022, ch. 10, art. 178, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-1.04/page-1.html>.

<sup>92</sup> Service aux Autochtones Canada, « Élaboration de lois et de règlements sur l'eau potable et les eaux usées des Premières Nations : processus de mobilisation de 2022 à 2023 », 2022, <https://sac-isc.gc.ca/fra/1330528512623/1533729830801>.

<sup>93</sup> Les avis à court terme durent généralement moins d'un an et avertissent les habitant-e-s d'un problème temporaire concernant la qualité de l'eau dans un système précis d'alimentation. Les avis à long terme sont ceux qui sont en vigueur depuis plus d'un an. Service aux Autochtones Canada, « Lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable », 12 octobre 2022, <https://sac-isc.gc.ca/fra/1506514143353/1533317130660>.

<sup>94</sup> Dennis Patterson, "Solving Nunavut's drinking water crisis will take innovative and targeted solutions", 29 juin 2022, [sencanada.ca/en/sencaplus/opinion/solving-nunavuts-drinking-water-crisis-will-take-innovative-and-targeted-solutions-senator-patterson/](https://sencanada.ca/en/sencaplus/opinion/solving-nunavuts-drinking-water-crisis-will-take-innovative-and-targeted-solutions-senator-patterson/).

<sup>95</sup> Statistique Canada, « Les conditions de logement des Premières Nations, des Métis et des Inuit au Canada selon les données du Recensement de 2021 », <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-X/2021007/98-200-x2021007-fra.cfm>.

<sup>96</sup> Gouvernement du Canada, Loi sur la stratégie nationale sur le logement, L.C. 2019, ch. 29, art. 313, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-11.2/TexteCompleto.html>.

<sup>97</sup> Commission canadienne des droits de la personne, « Le Canada a besoin d'une Stratégie nationale sur le droit au logement », 22 novembre 2022, <https://www.housingchrc.ca/fr/le-canada-a-besoin-d-une-strategie-nationale-sur-le-droit-au-logement>.

<sup>98</sup> Protecteur du citoyen du Québec, *Rapport spécial du Protecteur du citoyen. Pour des services d'éducation de qualité au Nunavik, dans le respect de la culture inuit*, 24 octobre 2018, [https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports\\_speciaux/education-nunavik-2018.pdf](https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_speciaux/education-nunavik-2018.pdf).

<sup>99</sup> Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur les Territoires d'Extractivisme (GRITE), "Canadian Extractive Companies Operating Abroad: Addressing Corporate Abuse Through the Right to Free, Prior and Informed Consent of Indigenous Peoples", 2023, <https://www.griteuottawa.ca/canadian-extractive-companies-operating-abroad/>; Georgina Alonso et Kathy Price, Above Ground et Amnesty International, "After dam disaster in Colombia, Canada's EDC talks remedy but fails to provide it", 15 juin 2022, <https://amnesty.ca/blog/after-hidroituango-disaster-in-colombia-canadas-edc-talks-remedy-but-fails-to-provide-it/>; Above Ground, Amnesty International, le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises, Inter Pares, MiningWatch Canada et le Fonds humanitaire des Métaux, "Court rules Ottawa can maintain secrecy on aid to Goldcorp in human rights dispute", 8 mars 2022, <https://www.amnesty.ca/news/court-rules-ottawa-can-maintain-secrecy-on-aid-to-goldcorp-in-human-rights-dispute/>; Amnesty International, "Ottawa must disclose how it aided Canadian mining company", 1<sup>er</sup> mars 2021, <https://www.amnesty.ca/blog/ottawa-must-disclose-how-it-aided-canadian-mining-company/>; Amnesty International Canada, "Amnesty International applauds settlement in landmark Nevsun Resources mining case", 23 octobre 2020, <https://www.amnesty.ca/news/amnesty-international-applauds-settlement-in-landmark-nevsun-resources-mining-case/>.

<sup>100</sup> Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises, « Des projets de loi présentés pour protéger les personnes et la planète méritent l'appui de tous les partis », 29 mars 2022, <https://cnca-rcrce.ca/fr/2022/03/29/communiqu-de-presse-des-projets-de-loi-presentes-pour-protger-les-personnes-et-la-planete-meritent-lappui-de-tous-les-partis/>. Sur les recommandations des organes des Nations unies, voir : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Observations finales concernant le rapport du Canada valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques, doc. ONU CERD/C/CAN/CO/21-23, 31 août 2017, § 21 ; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Observations finales concernant les huitième et neuvième rapports périodiques (présentés en un seul document) du Canada, 18 novembre 2016, doc. ONU CEAW/C/CAN/CO/8-9, § 18-19 ; Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le sixième rapport périodique du Canada, 13 août 2015, doc. ONU CCPR/C/CAN/CO/6, § 6 ; Groupe de travail des Nations unies sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises, « Déclaration du Groupe de travail des Nations unies sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises à la conclusion de sa visite au Canada », 1<sup>er</sup> juin 2017, <https://www.ohchr.org/fr/statements/2017/06/statement-end-visit-canada-united-nations-working-group-business-and-human?LangID=F&NewsID=21680>.

<sup>101</sup> Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises, « Le gouvernement du Canada cède aux pressions de l'industrie – l'Ombudsman de la responsabilité des entreprises demeure impuissant à défendre les droits de la personne », 26 février 2021, <https://cnca-rcrce.ca/fr/2021/03/01/communiqu-le-gouvernement-du-canada-cede-aux-pressions-de-lindustrie-lombudsman-de-la-responsabilite-des-entreprises-demeure-impuissant-a-defendre-les-droits-de-la-personne/>.

<sup>102</sup> Charis Kamphuis, Charlotte Connolly, Isabel Dávila Pereira, Mariela Gutiérrez, Sarah Ewart et Danielle Blanchard, Justice & Corporate Accountability Project, "The Two Faces of Canadian Diplomacy: Undermining Human Rights and Environment Defenders to Support Canadian Mining", 10 décembre 2022, <https://justice-project.org/2022/12/10/the-two-faces-of-canadian-diplomacy-undermining-human-rights-and-environment-defenders-to-support-canadian-mining/>; Georgina Alonso et Kathy Price, Above Ground et Amnesty International, "After dam disaster in Colombia, Canada's EDC talks remedy but fails to provide it", 15 juin 2022, <https://amnesty.ca/blog/after-hidroituango-disaster-in-colombia-canadas-edc-talks-remedy-but-fails-to-provide-it/>.

<sup>103</sup> Affaires mondiales Canada, *Voix à risque : Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne*, 3 mars 2023, [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_development-enjeux\\_developpement/human\\_rights-droits\\_homme/rights\\_defenders\\_guide\\_defenseurs\\_droits.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/rights_defenders_guide_defenseurs_droits.aspx?lang=fra).

<sup>104</sup> Justice and Corporate Accountability Project, “The Two Faces of Canadian Diplomacy: Undermining Human Rights and Environment Defenders to Support Canadian Mining”, 10 décembre 2022, <https://justice-project.org/2022/12/10/the-two-faces-of-canadian-diplomacy-undermining-human-rights-and-environment-defenders-to-support-canadian-mining> ; Mining Watch Canada, “Abarca Family Files with Federal Court of Appeal, insisting that Canadian Embassy in Mexico Must Be Investigated”, 19 août 2019, <https://miningwatch.ca/news/2019/8/19/abarcas-family-files-federal-court-appeal-insisting-canadian-embassy-mexico-must-be>.

<sup>105</sup> L'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), entré en vigueur au Canada en juillet 2020, comprend un chapitre sur le travail incluant des engagements à protéger les droits du travail internationalement reconnus. Une exception de portée générale permet au Canada d'adopter ou de maintenir les mesures qu'il estime nécessaires pour respecter ses obligations juridiques vis-à-vis des peuples autochtones. Voir : Gouvernement du Canada, « Chapitre sur le travail », <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/labour-travail.aspx?lang=fra> ; id., « Résumé sur le commerce et les peuples autochtones », <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/indigenous-autochtones.aspx?lang=fra> ; id., « Résumé sur le commerce et l'égalité des sexes », [https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/gender\\_equality-egalite\\_sexes.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/gender_equality-egalite_sexes.aspx?lang=fra).

<sup>106</sup> Affaires mondiales Canada, « Prendre part à la discussion : consultation des Canadiens sur les négociations d'un éventuel accord de libre-échange avec l'Équateur », <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/consultations/ecuador-equateur/fta-ale.aspx?lang=fra>.

<sup>107</sup> Amnesty International Canada, “Amnesty International Canada’s submission to public consultations on a potential free trade agreement between Canada and Ecuador”, 21 février 2023, <https://amnesty.ca/human-rights-news/public-statements/amnesty-international-canadas-submission-to-public-consultations-on-a-potential-free-trade-agreement-between-canada-and-ecuador/> ; Groupe d'orientation politique pour les Amériques, « Soumission à Affaires mondiales Canada en réponse à d'éventuelles négociations commerciales avec l'Équateur », 21 février 2023, <https://www.apg-gopa.com/blog/soumission-affaires-mondiales-canada-en-ponse-dventuelles-ngociations-commerciales-avec-lquateur>.

<sup>108</sup> Les organisations de la société civile canadiennes ont vivement critiqué un accord visant à rédiger des rapports annuels sur les droits de l'homme et le libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, car il vise uniquement à identifier les conséquences directes pour les droits humains de certaines actions menées dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie, telles qu'une réduction particulière des tarifs douaniers. Le Canada et l'Équateur n'ont adopté aucune politique d'évaluation indépendante des répercussions de tous les aspects de l'accord commercial sur les droits humains basée sur les indicateurs de référence des Nations unies, notamment en ce qui concerne les investissements que l'accord encourage et protège. Voir : Amnesty International, “Citing grave concerns, Amnesty International Canada withdraws from reporting process on Human Rights and Free Trade between Canada and Colombia”, 23 mars 2018, <https://amnesty.ca/news/citing-grave-concerns-amnesty-international-canada-withdraws-from-reporting-process-on-human-rights-and-free-trade-between-canada-and-colombia/>.

<sup>109</sup> Government of Canada, *2022 Progress Report on the Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQIA+ People National Action Plan*, 23 May 2022, <https://mniwg2splus.wpenginepowered.com/wp-content/uploads/2022/06/NAP-progress-report-2022-1.pdf>.

<sup>110</sup> Gouvernement du Canada, *Rapport d'avancement du Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées 2022*, 23 mai 2022, <https://ffada2eplus-plandactionnational.ca/fra/1670511213459/1670511226843>.